



Plan d'Action Regional pour la Diversite Biologique Du Bassin Du Lac Tchad (PARB-BLT)

2023-2028

31/07/2023



Table des Matières

01. Introduction.....	01
1.3. Objectifs du PARB	06
1.4. Résultats attendus du PARB.....	06
1.5 Portée et méthodologie d'élaboration du PARB	06
02. Etat des Lieux Actuel des Ecosystemes et Tendance de la Biodiversité	09
2.1 Etat des lieux actuel des écosystèmes du bassin.....	10
2.2 Tendances actuelles de la biodiversité	10
2.3 Causes de perte de la biodiversité et conséquences connexes dans le BLT	11
03. Priority Areas for Intervention	17
3.1. Logique d'intervention.....	18
3.2. Horizon temporel	18
3.3. Axe 1 : Amélioration de la gestion durable des ressources biologique.....	18
3.4. Axe 2 : Amélioration des connaissances et du suivi de la biodiversité dans le BLT.....	19
3.5. Axe 3 : Utilisation durable et partage équitable des bénéfices issus de l'exploitation des ressources biologiques et génétiques.	20
04. Mecanismes de Mise en Œuvre, Suivi, Evaluation et Capitalisation.....	26
4.1. Analyse et participation des parties prenantes	27
4.2 Cadres institutionnel, légal, et politique (Rôles et responsabilités)	29
4.3. Principes de mise en œuvre	32
4.4. Plan de renforcement des capacités	33
4.5. Stratégie de communication et de sensibilisation	35
4.6. Suivi et évaluation du PARB	38
4.7. Indicateurs de performance et moyens de vérification.....	38
4.8 Stratégie et outils de rapportage	40
05 Plan de Mobilisation des Ressources Pour La Mise En Œuvre du PARB.....	40
06 Suivi Institutionnel au Niveau des Etats Membres et Rapportage.....	41
Annexes.....	42
References Bibliographiques	46

Liste des tableaux

Tableau 1 : Situation du lac Tchad entre 1973-2013 (Etat des lieux du bassin du lac Tchad 2016).	04
Tableau 2 : Espèces en danger critique et espèces en danger selon la liste rouge de l'UICN	10
Tableau 3 : Axes, cibles, activités et résultats attendus du PARB.	22
Tableau 4 : Organismes et ministères points focaux de la CBLT dans les pays riverains du Lac Tchad.....	30
Tableau 5 : Ministères et organismes intervenant dans la gestion des ressources biologiques dans le bassin.	31
Tableau 6 : Domaines, faiblesses et besoins en renforcement des capacités.....	34
Tableau 7 : Synthèse des activités de communication et de sensibilisation du PARB.	37
Tableau 8 : Axes, Cibles, indicateurs et moyens de vérification.....	38
Tableau 9 : Plan d'action détaillé avec budget par activité.....	42
Tableau 10 : Récapitulatif des coûts de mise en œuvre du PARB 2023-2028	45

Liste des figures

Figure 1 : Bassin hydrographique et bassin conventionnel du Lac Tchad	02
Figure 2 : Etat du lac en 2012 (Atlas de l'Afrique – Tchad, 2012).....	03
Figure 3 : Etat du lac Tchad entre 1973-2013 (Etat des lieux du bassin du lac Tchad 2016).	04
Figure 4 : Processus d'élaboration du Plan d'Action Régional pour la Biodiversité	08
Figure 5 : Effets de l'assèchement du lac Tchad sur l'environnement (Source : ADT, 2018).	14
Figure 6 : Théorie de changement du PARB	16

List of Acronyms

ADT	Analyse Diagnostique Transfrontalière	ONG	Organisation Non Gouvernementale
AGR	Activités Génératrices de Revenu	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
AFD	Agence Française de Développement	PDLT	Plan de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique du Lac Tchad
BAD	Banque Africaine de Développement	PAS	Programme d'Action Stratégique
BID	Banque Islamique de Développement	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
BM	Banque Mondiale	PARB	Plan d'Action Régional pour la Biodiversité
CBD	Convention sur la Diversité Biologique	PTF	Partenaires Techniques Financiers
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad	PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale	RCA	République Centrafricaine
EU	European Union/Union Européenne	UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
EEE	Espèces exotiques envahissantes	UA	Union Africaine
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	UGP	Unité de Gestion du Projet
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial	USAID	Agence Américaine d'Aide au Développement
GIZ	Agence de coopération internationale allemande pour le développement		
GRN	Gestion des ressources naturelles		
IAA	Initiative pour l'Adaptation en Afrique		
ODD	Objectif de Développement Durable		



01. Introduction



Créée le 22 Mai 1964 par la Convention de Fort-Lamy, Capitale du Tchad (actuelle N'Djaména), la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) comprend les Etats suivants: Cameroun, Niger, Nigéria, Tchad, Lybie et la République Centrafricaine (RCA). La CBLT a pour mission de gérer de façon durable et équitable les eaux du Lac Tchad, dans un souci de promouvoir l'intégration régionale pour un développement durable, et de préserver la paix et la sécurité entre les pays membres. Le lac est peu profond (3 - 4 m). Par le passé, sa plus grande longueur était de 250 km et sa plus faible largeur 70 km, en temps normal. Il ne se décharge nulle part, et ses eaux s'éliminent uniquement par infiltration dans les nappes souterraines et par évaporation (49,95 km³ par an). Entre 85 et 90%, des apports du lac Tchad sont fournis par le système Chari-Logone. Les autres cours d'eau ont des apports plutôt infimes¹.

Depuis sa création, cette Commission ne cesse de fournir des efforts pour sauver le lac ou tout au moins atténuer les effets de son assèchement sur la vie des populations. Malheureusement, de nos jours, le lac pose des défis à plusieurs niveaux. Les défis de conservation et de gestion des ressources dudit bassin sont non seulement plus nombreux mais aussi plus complexes et plus urgents.

Pour répondre à ces défis, la CBLT a amorcé vers la fin des années 2000, un processus de consolidation en se réorganisant. Elle a défini une vision (Vision 2025), élaboré une stratégie, et a adopté des principes communs de gestion de l'eau (Charte de l'Eau et ses Annexes). Elle a travaillé aussi à consolider la gestion de l'information environnementale à travers différents projets.

Dans les années 2005 et 2008, elle s'est dotée respectivement du Programme d'Action Stratégique (PAS) et de l'Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT), qui sont en fait des outils complémentaires de planification et d'aide à la décision, conçus dans le cadre du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Avec l'appui de la Banque Mondiale et en collaboration avec l'Agence Française de Développement (AFD), elle a élaboré le Plan de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique du Lac Tchad (PDLT) pour la période 2016-2025. En plus de l'ADT de 2005, revue en 2018, et le PAS de 2008 revu en 2022, la CBLT s'est engagée à élaborer le présent Plan d'Action Régional pour la Biodiversité (PARB) pour la période 2023-2028.

Le document du PARB est structuré comme suit:

- a. Une section introductive, prenant en compte la justification de l'élaboration du PARB ;
- b. Une deuxième section déclinant les états et tendances de la biodiversité dans le BLT ;
- c. Une troisième section qui décrit les axes d'intervention et le calendrier de mise en œuvre ;
- d. Une quatrième section qui présente le mécanisme de mise en œuvre ;
- e. Une cinquième section consacrée au Plan de mobilisation des ressources ;
- f. Une sixième section qui s'articule autour du suivi institutionnel au niveau des Etats membres.

¹ CBLT, état des lieux de l'écosystème du bassin du lac Tchad, 2016

1.1. Contexte et Justification du PARB

Situé entre 6°E et 24° N, le bassin du lac Tchad couvre une superficie de 2.380.000 km²². C'est environ 8% de la superficie du continent africain repartis entre l'Algérie, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, la Libye, le Niger, le Nigeria et le Soudan³. Le BLT est le bassin le plus aride et le plus exposé au processus de la désertification au niveau sous régional.

Le bassin conventionnel du lac, dans sa dimension, s'étend sur 984,455 km², et couvre en partie les territoires du Tchad (37% du bassin conventionnel) ; Cameroun (6%) ; Nigeria (21%) ; Niger (16%) ; RCA (20%)⁴ (Fig.1).

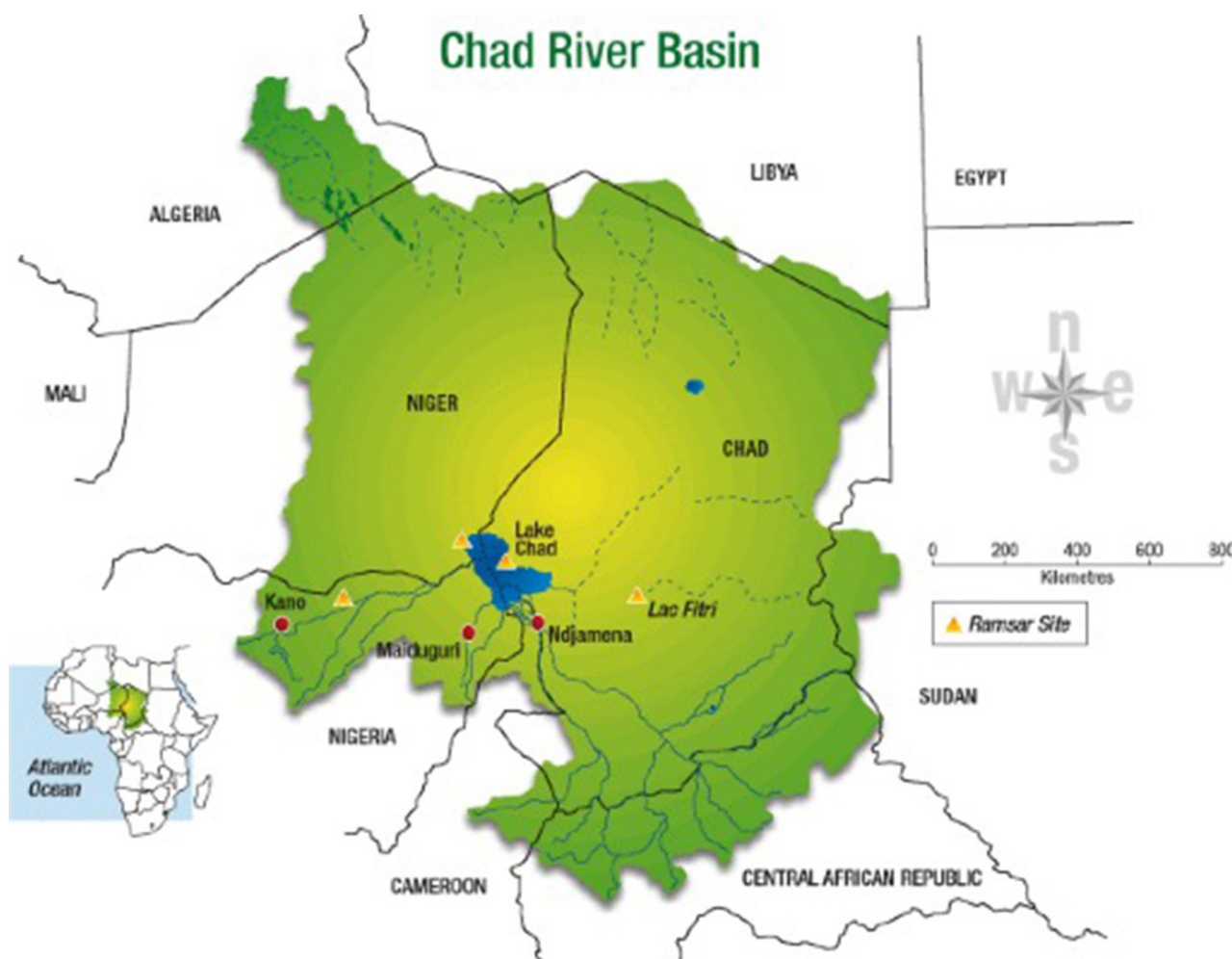


Figure 1: Bassin hydrographique et bassin conventionnel du Lac Tchad (source : état des lieux du bassin du lac Tchad, 2016).

Le lac reçoit plus de la moitié de ses eaux annuelles entre septembre et Novembre.

Plus de 50 millions de personnes vivent dans le bassin hydrographique du lac Tchad. La moitié de cette population habite la partie nigériane du bassin qui ne représente pourtant que 7,5 % de la superficie totale du bassin (UNEP, 2010).

Aujourd'hui la superficie du plan d'eau oscille entre 8.000 et 14.000 km² selon les conditions hydro-pluviométriques annuelles. La migration vers le sud des isohyètes et l'avancée du désert accélèrent l'ensablement dans des parties du bassin, ce qui s'ajoute à l'envasement résultant de l'accentuation de l'érosion et de la dégradation des berges dans les principaux fleuves qui alimentent le lac (Chari-Logone, Komadugu Yobe).

Les plantes envahissantes qui ont aujourd'hui colonisé une grande partie du lac ainsi que des plaines d'inondation du

² (UNEP, 2010),

³ UNEP, Situation géographique, 2010

⁴ Pascal Leblanc, Etude hydrographique du bassin conventionnel du Lac Tchad, 2014

bassin continuant de progresser d'année en année. Depuis le début des années 2000, la région du Lac Tchad est le théâtre d'affrontements entre des mouvements terroristes et les forces armées des pays riverains, entraînant un climat d'insécurité et le déplacement massif de populations. Le lac Tchad fait ainsi face à des défis majeurs des migrations des populations, de gouvernance et de gestion durable des eaux et des autres ressources naturelles du bassin.

En 2012, la superficie du lac est de 12 177 km² dont 4 516 km² (eaux libres) et sa profondeur moyenne entre 1,5 et 4 m⁵.

EVOLUTION DU LAC TCHAD

- Lac Méga Tchad
- Lac moyen en 1963
- Etat lac en 2012**
 - Eaux libres permanentes
 - Marécages et végétation aquatique quasi permanents
 - Marécages irrégulièrement inondés

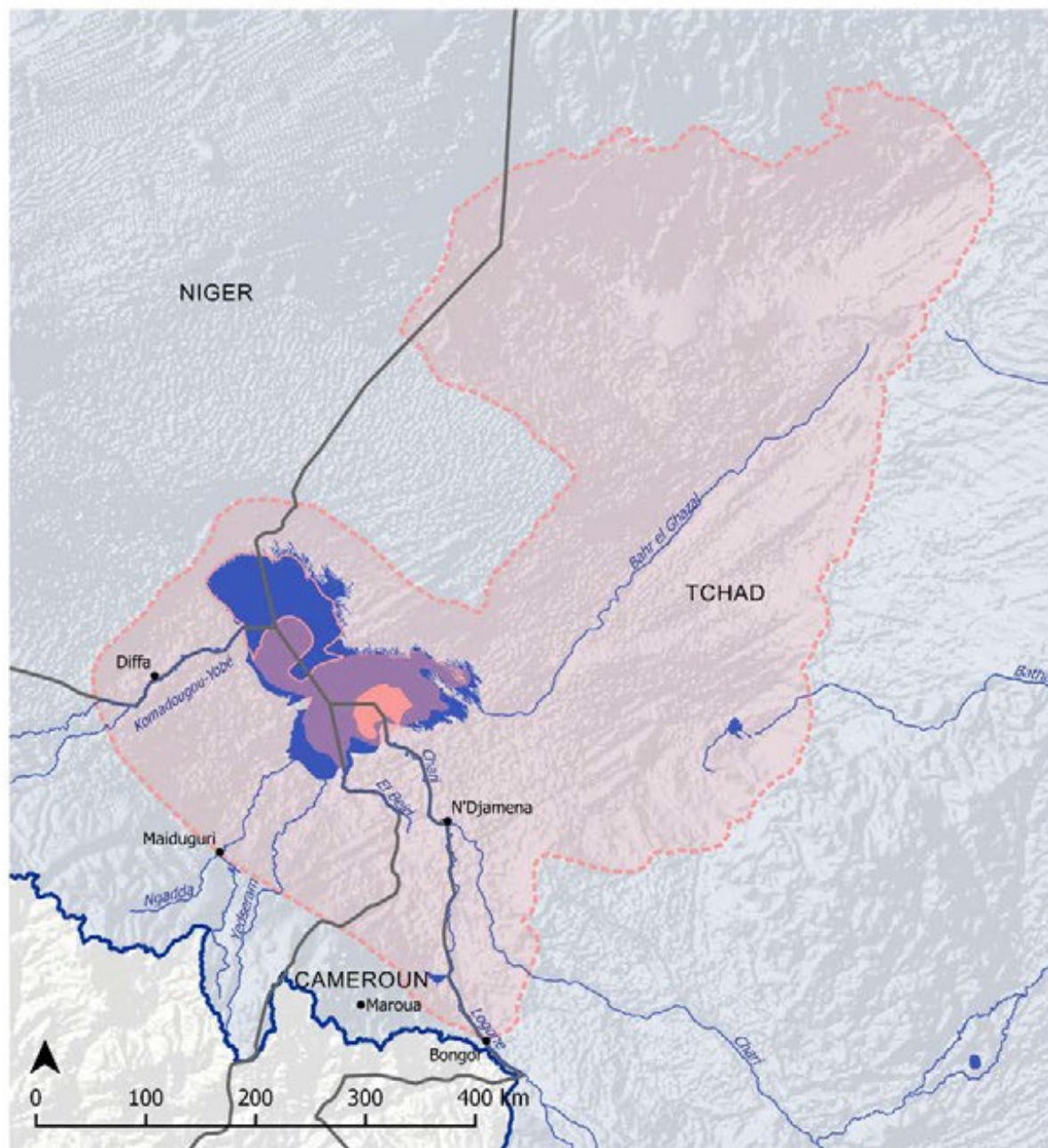


Figure 2: Etat du lac en 2012 (Atlas de l'Afrique - Tchad, 2012)

⁵ Compilation de données de la CBLT, FAO, Banque mondiale

Entre 1973 – 2013, on note une variation du niveau du lac chaque année. Les surfaces correspondantes se trouvent dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1: Situation du lac Tchad entre 1973-2013 (Etat des lieux du bassin du lac Tchad 2016).

Année	Superficie [km ²]
1973	15,148
1986	2,453
1999	7,982
2005	4,589
2011	4,516
2013	4,698

Même avec des masses d'eau élevées, le lac présente toujours un grand nombre d'îles et les eaux libres couvrent environ 70 % de la superficie totale du lac. Le volume des courants de déversements annuels est de l'ordre de 2/3 du volume moyen d'eau accumulée au cours d'une année "normale" (ORSTOM) ⁶

Aujourd'hui, le lac s'est fortement rétréci, ne couvrant plus qu'environ 2500 km² pendant les hautes périodes ⁷. Cette situation a entraîné une forte baisse des ressources halieutiques et autres ressources naturelles du lac, ce qui a favorisé la compétition pour l'accès aux ressources entre les populations et augmenté le défi de gestion et exploitation équitable des ressources entre les États riverains dans la CBLT.

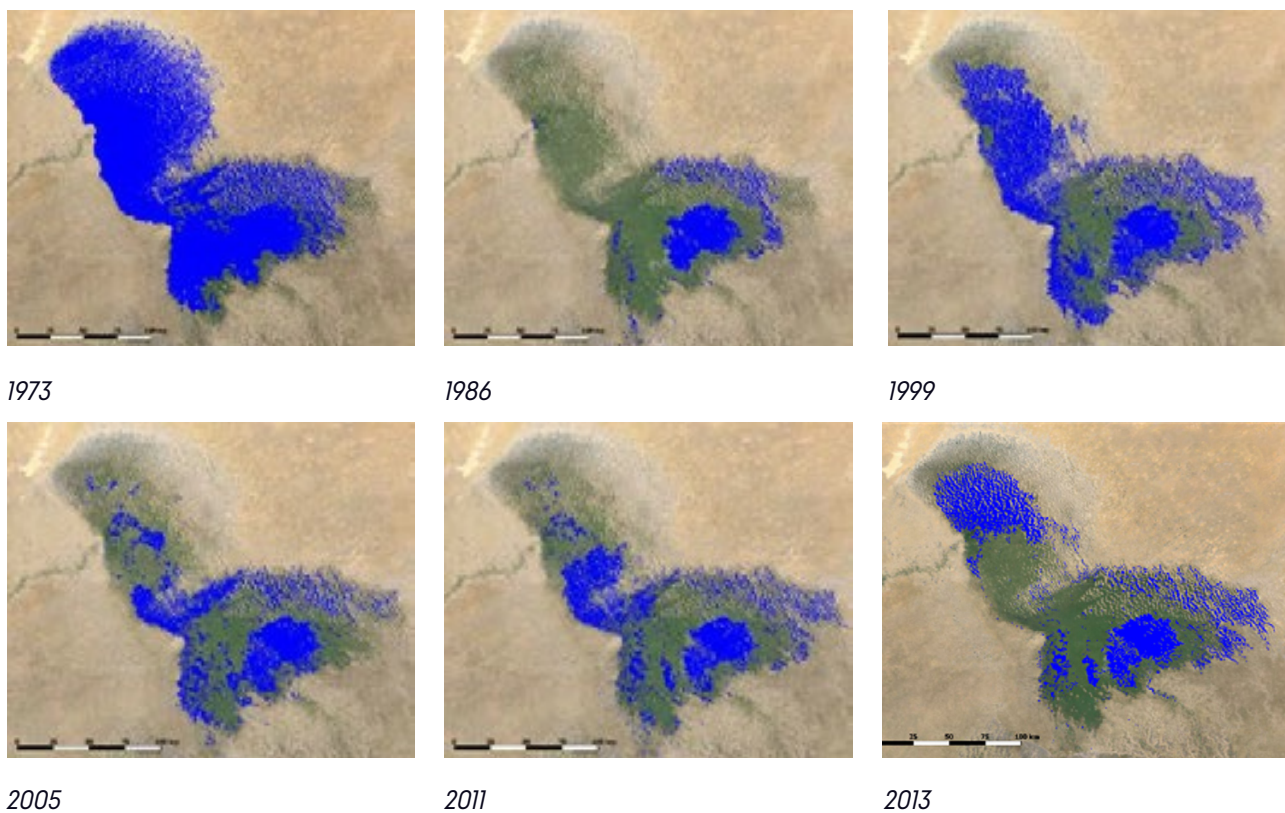


Figure 3: Etat du lac Tchad entre 1973-2013 (Etat des lieux du bassin du lac Tchad 2016).

⁶ Projet d'analyse diagnostique transfrontalière du bassin du lac TCHAD

⁷ ROHALLATI NDARA Pierre, hydrologue/ CBLT, atelier international consacré à la pénurie d'eau prendre des mesures au sein des bassins transfrontaliers et réduire les impacts sur la santé mesures pratiques pour réduire la pénurie d'eau dans le bassin du lac Tchad, Genève -suisse 11 -12 décembre 2017

Les Etats membres sont confrontés, depuis de longues années aux défis majeurs de la sévérité climatique (sécheresse prolongée), occasionnant une sédentarisation anarchique d'une population en forte croissance, et une déforestation accompagnée de l'ensablement des infrastructures socio-économiques de base. Ces phénomènes ont contribué à la dégradation de la couverture végétale arborée, arbustive et herbacée, et ont exposé les sols à l'érosion hydrique et surtout éolienne. Les conséquences de tels phénomènes se manifestent par :

- ▶ La fragilité des écosystèmes caractérisée par une pluviométrie insuffisante, irrégulière et mal répartie dans l'espace et dans le temps ;
- ▶ Le bouleversement des modes d'occupation de l'espace, marqué par une sédentarisation accélérée et anarchique ;
- ▶ L'inadéquation du mode d'exploitation des ressources par rapport au taux de régénération du milieu qui est trois fois inférieur au taux de prélèvement (Magrin, Lemoalle, Pourtier, 2015. Atlas du lac Tchad).

Des efforts ont été réalisés tant au niveau mondial qu'africain, pour faire face à ces défis climatiques et la perte de la biodiversité.

C'est ainsi qu'au niveau mondial (1992 à Rio de Janeiro), la communauté internationale a signé la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique afin de mieux protéger ce patrimoine mondial. En 2010 à Nagoya au Japon, la communauté internationale a pris un engagement ferme vis-à-vis des générations futures et adopté le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 avec les Objectifs d'Aichi pour la Biodiversité (OAB). Force est de constater que les OAB n'ont pas été atteints, et les pays parties à la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) ont décidé qu'il était important d'élaborer un nouveau cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020.

L'objectif du cadre mondial pour la biodiversité post 2020, est de maintenir et restaurer la biodiversité et les écosystèmes, stopper le déclin des contributions de la nature aux humains, assurer un accès juste et équitable aux ressources naturelles et déployer des outils et des solutions durables, même si l'atteinte de l'agenda 2024 de la CDB relatif à la revision des Stratégie et Plan d'Action Nationale pour la Biodiversité (SPANB) reste un défi, compte tenu de la lenteur dans le transfert des Fonds y relatif.

En ce qui concerne les pays africains, plusieurs initiatives ont été développées dont :

- g. l'initiative pour l'Adaptation en Afrique (IAA) ;
- h. l'initiative pour les énergies renouvelables en Afrique ;
- i. la Stratégie pour l'économie bleue en Afrique ;
- j. le Cadre de l'Union africaine pour la gestion durable des forêts ;
- k. le Programme d'action panafricain sur la restauration des écosystèmes pour une résilience accrue ;
- l. le Programme africain de développement agricole résilient aux changements climatiques et l'Initiative pour la restauration des paysages forestiers africains.

Cependant, au niveau sous régional, selon l'Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT), les problèmes du bassin du Lac Tchad s'articulent principalement autour de: i) amélioration de la gouvernance et l'utilisation durable des ressources du Bassin du Lac Tchad ; ii) restauration des bio ressources du Bassin du Lac Tchad; iii) conservation de la biodiversité dans le Bassin du Lac Tchad ; iv) restauration et conservation des écosystèmes du Bassin du Lac Tchad ; v) renforcement de la participation et des capacités des parties prenantes ainsi que du cadre juridique et institutionnel pour la gestion durable de l'environnement du Bassin du Lac Tchad ⁸.

C'est ainsi que, l'élaboration du PARB actuel s'inscrit dans la perspective d'apporter des réponses efficaces et efficientes aux défis dont fait face le BLT.

1.2. Vision du PARB

Le Bassin du Lac est confronté aux défis et menaces majeurs. Face à ces défis, les pays membres ont trouvé judicieux d'avoir une vision à long terme qui projette une image positive du bassin. A cet effet, ils s'engagent à mettre en œuvre les mesures efficaces et responsables, en vue d'atteindre cet objectif.

⁸ CBLT, Programme d'Action Stratégique pour le Bassin du Lac Tchad, 2008

Le présent PARB reste un outil qui contribue à la mission de la CBLT au même titre que les autres outils majeurs. C'est dans ce cadre que sa vision trouve son fondement dans l'Agenda 2030 sur le Développement Durable et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA), auxquels les Etats membres de la CBLT sont parties prenantes.

La vision du PARB s'inscrit dans la dynamique de la vision de la CBLT qui stipule que: *«d'ici 2025 la région du Lac Tchad aimerait voir à l'horizon 2025, le Lac Tchad "Héritage Commun" et les autres zones humides conservés durablement pour assurer la sécurité économique des ressources de l'écosystème d'eau douce, une biodiversité et des ressources aquatiques durables dans le bassin et dont l'utilisation doit être équitable pour satisfaire les besoins de la population du bassin et réduire ainsi le niveau de la pauvreté».*

A ce titre, la vision du PARB stipule que :

“

« D'ici 2028 les ressources naturelles et les paysages jadis luxuriants du bassin du Lac Tchad sont réhabilités et gérés de façon durable et équitable pour renforcer la résilience à la variabilité et changement climatique, soutenir la croissance économique inclusive, la prospérité et améliorer la cohésion sociale, l'esprit de solidarité et de partage dans un contexte régional de paix et de sécurité ».

”

1.3. Objectifs du PARB

L'objectif global du PARB est de renforcer la diversité de la faune et de la flore par la restauration et la gestion durable des écosystèmes et en particulier des habitats sensibles pour la survie des espèces menacées et endémiques du bassin.

1.4. Résultats attendus du PARB

En lien avec les problèmes environnementaux prioritaires du bassin du lac Tchad identifiés dans l'ADT, il est attendu du PARB les résultats suivants :

- ▶ **R1:** Amélioration des cadres politiques et institutionnels relatifs à la gestion durable de la biodiversité dans le BLT, y compris le processus d'une réhabilitation des écosystèmes du Bassin ;
- ▶ **R2:** Amélioration du cadre de renforcement de la diversité de la faune et de la flore par la restauration et la gestion des ressources biologiques pour un développement intégré et durable ;
- ▶ **R3:** Création d'activités génératrices de revenus et renforcement de la résilience communautaire pour accroître les efforts de la conservation de la biodiversité et de la gestion durable des ressources biologiques dans le BLT.

1.5 Portée et méthodologie d'élaboration du PARB

Le PARB a une portée sous régionale, déclinée au niveau national par les Etats membres. L'approche méthodologique adoptée pour élaborer le présent plan est décrite ci-dessous :

1.5.1. Rencontre avec les principaux acteurs

- ▶ Le consultant a, dans un premier temps, échangé avec l'UGP. Il s'est agi, au cours de ces entretiens, de dégager une compréhension commune des Termes de Référence et d'adopter la méthodologie proposée par le consultant.
- ▶ Par la suite, le consultant a rencontré les acteurs et parties prenantes de la biodiversité relevant des structures étatiques, du secteur privé et de la société civile, ainsi que les peuples autochtones et communautés locales dans les différents pays membres de la CBLT.

Notons que, en raison des exigences de la pandémie de la maladie à corona virus, trois consultants nationaux ont été recrutés pour rencontrer les principaux acteurs et parties prenantes de la biodiversité au niveau national « Cameroun, Niger et Nigeria » en appui au consultant international.

1.5.2. Recherche documentaire

L'objectif visé à travers la recherche documentaire est de permettre au consultant de disposer des informations

approfondies sur la mise en œuvre de la convention sur la biodiversité et de relever les difficultés et contraintes rencontrées, ainsi que les besoins en renforcement des capacités y afférents.

Cette phase a permis de :

- ▶ inventorier tous les documents traitant des activités nationales et régionales passées et en cours en matière de la biodiversité ;
- ▶ collecter et analyser les initiatives de renforcement des capacités en matière de promotion de la biodiversité en cours, pour évaluer leurs forces et les insuffisances constatées ;
- ▶ synthétiser les synergies entre la position africaine sur le nouveau cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020, les Objectifs du Développement Durable (ODD) et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA) en lien avec la vision de la CBLT et les obligations des Etats membres ;
- ▶ analyser les besoins prioritaires des Etats membres en matière de capacités aux plan institutionnel sur la biodiversité ;

1.5.3. Entretiens avec les personnes ressources

Des entretiens individuels avec des informateurs clés ont été organisés à l'aide d'un guide d'entretien semi-structuré, et suivant le cas, en face à face, par courrier électronique ou par téléphone ou via skype le cas échéant, et en tenant compte de l'aspect genre avec un éventail de parties prenantes clés regroupées en quatre catégories : i) cadres des administrations publiques ; ii) Organisations de la société civile ; iii) Equipe du projet, iv) communautés locales et autochtones.

1.5.4. Phase de traitement et d'analyse des informations

Cette étape a consisté au traitement et à l'analyse de toutes les informations collectées lors des phases précédentes. Toutes les données recueillies sont analysées de manière agrégée par priorités et résultats escomptés afin d'encourager un retour d'information fiable. L'analyse de contenus est appliquée aux données qualitatives. Les réponses qualitatives sont analysées avec des informations quantitatives. L'analyse a utilisé une triangulation des données entre sources, méthodes et informations de terrain pour finaliser le rapport. Les analyses quantitatives ont pris en compte les données chiffrées disponibles pour renseigner sur l'existant.

1.5.5. Restitution à mi-parcours

Cette restitution s'est faite sous forme de relecture à deux niveaux :

- ▶ Au niveau de la CBLT, un comité technique de relecture, composé des experts de la CBLT a analysé le document de manière complète et a fait des propositions et recommandations qui ont été prises en compte ;
- ▶ Au niveau des Etats, chaque Etat membre a pu procéder à un atelier de validation interne du rapport. L'objectif recherché dans ces ateliers nationaux est de discuter, amender et valider les versions avancées du rapport. A l'issue de ces différents ateliers, des commentaires et propositions ont été renvoyés au consultant pour être intégrés dans le rapport. Ledit rapport final a été envoyé au comité de relecture de la CBLT pour appréciation. La figure ci-dessous montre les processus de l'élaboration du rapport.

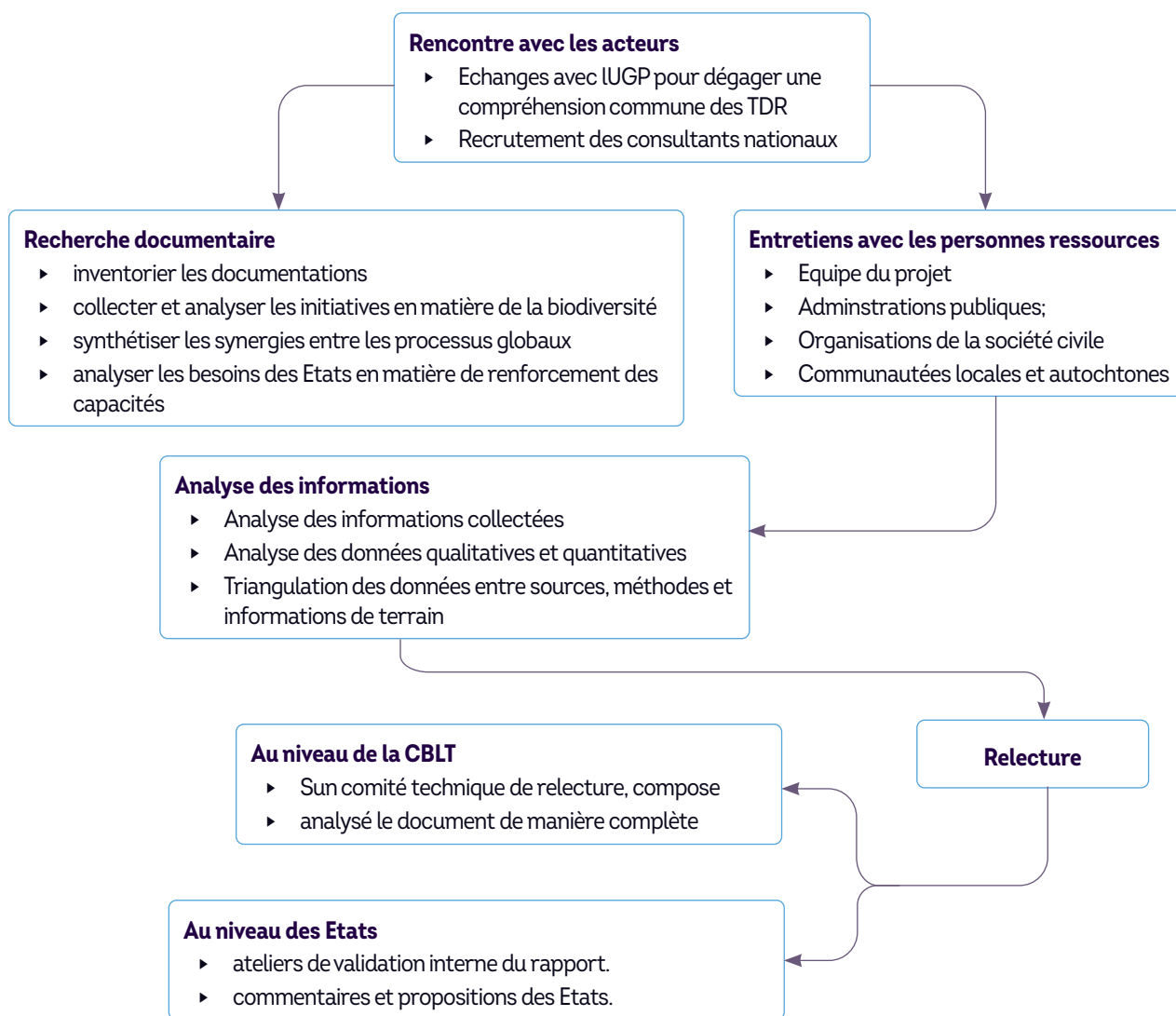


Figure 4: Processus d'élaboration du Plan d'Action Régional pour la Biodiversité



02. Etat des Lieux Actuel des Ecosystemes et Tendance de la Biodiversité

2.1 Etat des lieux actuel des écosystèmes du bassin

La biodiversité du bassin du lac Tchad est soumise à de fortes pressions. Nos efforts doivent viser à répondre aux besoins des communautés dépendantes de différentes activités, en préservant les ressources aquatiques et biologiques. Pour atteindre cet objectif, nous devons identifier et mettre en œuvre des opportunités centrées sur la communauté pour améliorer la conservation, la gestion des ressources biologiques et les moyens de subsistance. Cependant, pour palier à la perte de la biodiversité due au rétrécissement du lac Tchad, il est donc nécessaire de disposer d'un plan d'action régional en matière de biodiversité.

L'exploitation non durable des ressources aquatiques, et d'autres activités de développement exercent une pression croissante sur les systèmes d'eau douce du bassin du lac Tchad.

2.2 Tendances actuelles de la biodiversité

Même s'il semble très difficile de définir de manière cohérente son ampleur actuelle à cause de l'insécurité dans le bassin qui touche presque toutes les aires protégées, et à cause des déficits de données disponibles, la biodiversité est en baisse dans le bassin du lac Tchad en raison des actions anthropiques, des atteintes et des modifications des écosystèmes qui se sont accentuées au cours de ces dernières années.

Concernant les habitats de la faune sauvage, l'exemple des aires protégées est assez révélateur. Les Aires Protégées du bassin continuent de subir des pressions (humaines, naturelles). Les États n'arrivent pas à assumer leurs responsabilités par manque de moyens. Les États font face à la corruption et à un personnel non suffisamment qualifié, et à la destruction continue des habitats naturels. Les conséquences de cette destruction d'habitats ont un impact sur la biodiversité et plus particulièrement sur la faune.

Tableau 2 : Espèces en danger critique et espèces en danger selon la liste rouge de l'UICN

Espèces en danger critique						
Nom scientifique	Nom courant	Cameroun	Niger	Nigeria	RCA	Tchad
Addax nasomaculatus	Antilope blanche		x			x
Astylothemus ngantanus	Amphibien	x				
Diceros bicornis	Rhinocéros noir	x				
Gabbiella neothaumaeformis	Escargot d'eau douce		x			x
Mecistops cataphractus	Crocodile long museau	x				
Nager dama	Gazelle dama		x			x
Vanellus gregarius	Vanneau sociable	x		x		x
Espèces en danger						
Amietophrynus djohongensis	Amphibien	x				
Biomphalaria tchadiensis	Escargot d'eau douce	x		x		x
Gabbiella tchadiensis	Escargot d'eau douce	x				x
Gazella leptoceros	Gazelle des dunes à cornes fines	x			x	
Gyps africanus	Gyps africain	x	x	x		x
Gyps rueppelli	Vautour de ruppell	x	x	x	x	x
Lycaon pictus	Chien sauvage africain	x			x	x
Nerrosyrtes monactes	Perconoptère brun	x	x	x	x	x
Neophron percnopterus	Vautour percnoptère	x	x	x	x	x

(Extrait du Rapport sur l'état de l'écosystème du bassin du lac Tchad, 2016).

D'après la liste rouge de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) (Tableau 1), les conséquences de la destruction des habitats naturels de la faune sont à l'origine de l'état alarmant de la plupart des espèces du bassin, dont certaines sont en danger critiques et d'autres, simplement en danger.

En ce qui concerne les pays

- ▶ le Cameroun vient en tête avec (04) espèces en danger critique et (09) espèces en danger ;
- ▶ le Tchad, (04) espèces en danger critique et (07) espèces en danger ;
- ▶ le Niger, (03) espèces en danger critique et (04) espèces en danger ;
- ▶ le Nigeria, avec (01) espèce en danger critique et (05) espèces en danger ;
- ▶ la République Centrafricaine, avec seulement (05) espèces en danger.

En ce qui concerne les tendances à la perte de la biodiversité végétale dans le bassin, plusieurs facteurs interviennent parmi lesquels on trouve principalement la déforestation qui est l'une des plus grandes menaces pour la biodiversité et pour le climat. De nombreuses espèces floristiques ont disparu des paysages du bassin depuis quelques décennies, car le besoin en matière de charbon de bois et pour la cuisson des briques, est très élevé.

2.3 Causes de perte de la biodiversité et conséquences connexes dans le BLT

2.3.1. Causes de perte de la biodiversité

En général, les causes de perte de la biodiversité identifiées dans le bassin du lac Tchad sont nombreuses. Mais on retient les principales suivantes : Le changement climatique, la pression démographique, la pollution des eaux, le changement d'usage des terres, la destruction des habitats naturels et les espèces exotiques envahissantes.

- a. **Le changement climatique** : Le bassin du lac Tchad a été durement affecté par les changements climatiques des dernières décennies, les très fortes variabilités des régimes pluviométriques et hydrologiques. Les changements climatiques ont affecté les écosystèmes. Les ressources en eau et en forêts sont les deux secteurs les plus vulnérables aux changements climatiques. Sous les effets du changement climatique, le Chari a perdu ses apports dans le lac Tchad de moitié et la superficie du lac lui-même est passée de 25 000 km² dans les années 60 à 2 500 km² dans les années 70 à 80 pour remonter à 12 000 km² en 2012 ⁹. Les changements climatiques ont provoqué des catastrophes qui ont porté atteinte à la vie des populations et à la biodiversité du bassin.
- b. **La pression démographique** : La population du bassin continue de croître rapidement, accentuant davantage la pression sur les ressources naturelles. À l'heure actuelle (2012), la population du bassin est estimée à environ 45 millions d'habitants, avec un taux de la croissance démographique variant entre 1,5 (Libye) et 3,7% (Niger) par an ¹⁰. Pendant que les écosystèmes et les ressources en eau se dégradent de manière irréversible, du fait notamment de la détérioration du climat, la pression démographique augmente, avec une forte demande en bois énergie. Les villes les plus peuplées sont Kano au Nigéria avec plus de 3 200 000 habitants, Maiduguri dans l'État de Borno, au Nigéria avec près de 830 000 habitants et N'Djamena au Tchad avec plus d'un million d'habitants ¹¹. Le surpâturage, l'exploitation du bois-énergie et l'agriculture itinérante sont des facteurs qui interagissent avec les ressources biologiques et concourent à la baisse de leur viabilité. Ce poids démographique impacte négativement sur les ressources en eau et davantage sur les économies traditionnelles du bassin dont certaines sont affectées par les crises militaro-politiques. Les services écologiques des zones humides sont durement touchés, ce qui entraîne des tensions sociales entre les populations pour le partage des ressources restantes et déclinantes.
- c. **La pollution** : Peu de données existent sur la pollution hydrique, bien que certains polluants soient parfaitement inventoriés et documentés. La pollution des eaux est un problème environnemental dans le bassin. La ville de Kano (Nigéria) se singularise avec la multiplication rapide des tanneries et des industries textiles, sources potentielles de pollution industrielle. Les sources industrielles de pollutions chimiques les plus connues dans le bassin sont les tanneries, les brasseries, les abattoirs et les textiles. Le plus souvent, ces industries sont installées aux abords

⁹ Rapport sur l'état des lieux de l'écosystème du bassin du lac Tchad, 2012

¹⁰ Op cit

¹¹ Analyse Diagnostique Transfrontalière,

des cours d'eau, ce qui facilite les déversements d'eaux usagées non traitées issues des affluents. Dans le bassin du Chari-Logone, l'utilisation des fertilisants, des herbicides et des insecticides pour la culture du coton et du riz est fréquente. Les eaux usées municipales et industrielles, les sables dunaires, les sédiments et les eaux de ruissellement constituent les principales sources de pollution que l'on rencontre dans le bassin¹². Selon le rapport sur l'état des lieux de l'écosystème du bassin du lac Tchad, il ne s'agit que de faibles pollutions limitées à des traces de quelques métaux lourds (zinc, mercure, magnésium, etc.). Cela pourrait à la longue poser des problèmes de pollution d'eau en nitrate, si cette utilisation devenait excessive.

d. Changements dans l'utilisation des terres : Dans le bassin, les terres sont utilisées de plusieurs façons :

L'agriculture pluviale se pratique en « hivernage » c'est-à-dire pendant la saison des pluies et sans irrigation. Elle se pratique surtout dans le lac Tchad et dans les bassins en amont du Chari-Logone et du Komadougou-Yobé. Les plaines d'inondation du Chari-Logone, situées entre le Tchad et le Cameroun (Yaere-Naga), jouent un rôle important dans le système agricole du bassin. L'agriculture irriguée se pratique partout, dans les grands périmètres aménagés et sur de petits périmètres, le long des rivières ou autour des lacs. Ils sont soit irrigués par un système de captage des eaux souterraines, soit par pompage à partir des eaux de surface ou par un système mixte. Elle s'est développée pour faire face à la demande croissante des populations et aux contraintes climatiques.

Outre l'appauvrissement des terres cultivables, la déforestation participe également à la variation du cycle de l'eau, la baisse de la biodiversité, la destruction des habitats sauvages terrestres et des zones humides.

L'urbanisation des grandes villes à vocation commerciale constitue à son tour un facteur de dégradation de la biodiversité par le biais de construction des grands immeubles dans les zones jadis protégées.

e. La destruction des habitats naturels : Dans le bassin du lac Tchad, les habitats naturels constituent des richesses fauniques. Face à la pression humaine, aux avancées du désert et les effets des changements climatiques, la plupart de ces habitats naturels sont détruits pour des fins commerciales. La chasse aux gibiers et aux oiseaux nécessite les pratiques des feux de brousses. Ces pratiques entraînent souvent la destruction des habitats de certaines espèces animales dans le bassin. Ajoutons à cela la destruction de certains lieux sacrés qui étaient jadis protégés.

La Réserve de Faune de Mandéla ainsi que la zone située le long de la rive droite du Logone étaient des zones de refuge de grands mammifères comme l'éléphant, le buffle, lycaon, le cob Defassa, la girafe, l'hippopotame, etc¹³. Cette zone a été durement détruite par les feux de brousses et les troubles politico-militaires qu'a connus le pays dans les années 1970 et 1980. Les habitats naturels sont généralement détruits suite aux activités pastorales, au braconnage, aux feux de brousse et à l'exploitation du charbon de bois.

f. Les espèces exotiques envahissantes (EEE) sont considérées comme étant la deuxième cause de perte de biodiversité dans le monde. Jusqu'aujourd'hui, la prédominance des espèces envahissantes est identifiée comme l'un des soucis prioritaires environnementaux dans le BLT¹⁴. Trois principales espèces envahissantes sévissent dans le bassin du lac Tchad : (i) la massette, une espèce envahissante végétale la plus connue dans le bassin, en particulier dans les zones humides de Hadejia Nguru au Nigéria. Elle provoque la dérivation temporaire du fleuve Nguru qui alimente le lac Tchad, et assèche les canaux d'irrigation où environ 60 % des exploitations agricoles dépérissent en saison sèche ; (ii) les queleas queleas, ou « oiseaux-travailleurs à becs rouges », trouvent leur refuge dans les massettes. Ils vivent en grandes colonies et nuisent généralement aux champs de sorgho ; (iii) le Prosopis spa. Très présente dans la cuvette nord du lac Tchad. Cette espèce végétale cause de graves problèmes aux pêcheurs qui ne peuvent pas se déplacer dans les eaux peu profondes du lac Tchad, car les arbres et les racines de Prosopis empêchent le mouvement de leurs pirogues.

Il ressort que, cet envahissement est la conséquence de la mauvaise gestion des ressources en eau, la mauvaise application de la réglementation et des normes environnementales, ainsi que l'absence de planification de l'utilisation des ressources, avec des impacts sur l'environnement, la disponibilité des ressources en eau, et les moyens d'existence

¹² FAO, la vie autour du bassin du lac Tchad, 2014

¹³ B. Aboubakar, la faune du bassin du lac Tchad, 2021

¹⁴ CBLT, plan d'investissement quinquennal 2013-2017

des populations. Sur le plan économique, des pertes directes pourront concerner certains secteurs comme l'agriculture, l'aquaculture, la pêche ou encore la sylviculture.

2.3.2. Les conséquences de l'assèchement du bassin du lac Tchad et de perte de la biodiversité dans le BLT.

a. Sur la population

Les conséquences qui sont présentement vécues, sont la crise de l'eau qui est très forte dans les régions de Mayos (cours d'eau qui arrose le Nord Cameroun), du Tchad et les fleuves qui entourent le bassin du Lac Tchad. Ce qui génère des conflits entre les populations des pays limitrophes à propos de la gestion et de la disponibilité de l'eau.

L'assèchement progressif et irréversible du Lac Tchad conduit aussi inéluctablement à la perte des capacités de production, à la destruction des récoltes, et plonge indirectement les populations de la région dans la famine. Cela engendre également des tensions entre les 4 pays au sujet de meilleures terres ¹⁵. L'autre conséquence de l'assèchement sévère et soudain des points d'eau réside dans la baisse considérable des activités de la pêche qui était une source de revenus non négligeable pour de nombreuses familles. Avant les désordres écologiques de ces dernières années, les parties camerounaise et tchadienne du Lac Tchad produisaient à elles seules annuellement entre 60'000 et 80'000 tonnes de poissons frais ¹⁶. Ceci a conduit les habitants à se reconvertir dans d'autres activités moins rentables notamment les cultures maraichères.

b. Conséquences sur l'environnement et santé

Les conséquences de l'assèchement du lac Tchad sur l'environnement sont nombreuses. On peut retenir :

- ▶ **L'érosion** qui est un phénomène très localisé dans le bassin du lac Tchad. Elle résulte surtout de la mise en culture, à l'origine de la formation des dunes (cas de la région de Bol, Niger et de Diffa, Tchad). L'érosion hydrique et les phénomènes de durcissement ont changé la qualité physique des sols, suite aux pratiques de culture sur brûlis et la déforestation. La dégradation des infrastructures antiérosives et l'exposition des territoires déboisés à l'érosion mécanique. On note aussi le phénomène de perte d'eau par évaporation.
- ▶ **L'avancée du désert** : L'une des conséquences de l'assèchement du lac est l'avancée du désert, face à la faible disponibilité de son eau douce. En raison, principalement, des sécheresses récurrentes de la période allant de 1970 à 2008, la superficie du lac Tchad a baissé de 90% en conséquence, du fait de la diminution du régime des cours d'eau qui l'alimentent ¹⁷. Dans le même temps, le niveau des eaux souterraines qui suit l'évolution du niveau des eaux de surface a également chuté. L'on peut observer ce phénomène à travers la baisse de la pluviosité, l'assèchement du lac Tchad et la raréfaction des ressources en eau. Le Niger n'a plus accès qu'au bassin nord, qui n'est maintenant qu'une gigantesque zone humide, pour l'essentiel, car les eaux du fleuve Chari-Logone ne parviennent jusqu'au bassin nord que pendant les années de fortes moussons. Le Nigeria a vu les eaux du lac reculer complètement au-delà de sa frontière. Il n'y reste plus aujourd'hui que de petits points d'eau. Seuls le Cameroun et le Tchad disposent encore de l'eau dans leur portion nationale respective du Lac Tchad.
- ▶ **Le réchauffement climatique.** Le comportement physiologique de la biodiversité dans le bassin est très marqué par les perturbations du climat, notamment pour certaines variétés végétales. D'une vingtaine de types de végétations déterminées dans les années 60, il n'en reste plus que cinq dans le bassin ¹⁸. Plus généralement, l'impact du changement climatique contribue à la déforestation, à l'ensablement des cuvettes de cultures, à la dégradation du parcours du bétail, à la baisse en stocks de poissons suite à une baisse du niveau d'eau, etc. La déforestation et la dégradation des forêts érodent les services écosystémiques fournis par les forêts et contribuent à l'émission de gaz à effet de serre par la diminution de leurs superficies. Elles réduisent également la capacité de séquestration du carbone ¹⁹. Le réchauffement climatique réduit également la capacité de séquestration du carbone. Il cause des pertes de vies humaines au cours d'inondations, par exemple, ou indirectement suite à la modification des vecteurs de maladies (moustiques, par exemple), des pathogènes hydriques (choléra), de la qualité de l'eau et de l'air.

¹⁵ Audit Environnemental Conjoint sur l'Assèchement du Lac Tchad

¹⁶ Op Cit

¹⁷ CBLT, tendances de la biodiversité dans le bassin du lac du lac Tchad, 2010

¹⁸ Op cit, 2012

¹⁹ André Leroy, Les écosystèmes du Bassin du lac Tchad, 2011



Figure 5 : Effets de l'assèchement du lac Tchad sur l'environnement (Source : ADT, 2018).

En ce qui concerne les effets sur la santé humaine, la catastrophe humanitaire qui va succéder au désastre écologique nécessite des interventions urgentes, c'est pourquoi, il est important de stopper la disparition tragique du lac Tchad et sauver les moyens d'existence des millions de personnes qui vivent dans cette région.

Parmi les espèces végétales qui risquent de disparaître avec le tarissement du lac, certaines ont des vertues médicinales et alimentaires. Tel le cas spécifique de la spiruline, une algue qui contient 70% de protéines, des vitamines A et B12. Sa disparition provoque l'apparition des maladies telles l'anémie, des troubles neurologiques secondaires dues à la carence en vitamine B12, des cas de cécité nocturne, une peau sèche et des infections fréquentes, résultant d'une carence en vitamine A ²⁰. Le tarissement du lac provoque aussi le choléra, avec un risque de mortalité élevé dans le bassin.

c. Conséquences sur la sécurité de la région

L'eau est une ressource rare et inégalement répartie entre les territoires de la BLT. Face à l'accroissement démographique dans ces régions, cette ressource naturelle est devenue un enjeu géopolitique majeur. Très souvent source de tension, l'eau est également utilisée comme un outil de pouvoir dans certaines zones, comme autour du lac Tchad.

En effet, l'assèchement du lac Tchad provoque la dégradation de la qualité des terres environnantes, la diminution drastique des stocks de poissons. Coupé en deux, le lac Tchad est désormais composé d'une zone nord, aride, et d'une zone sud qui diminue petit à petit ²¹. Ce phénomène entraîne le déplacement des populations, qui suivent l'eau pour pouvoir continuer de pêcher, cultiver et élever leurs troupeaux. C'est le cas par exemple de près de 60 000 Nigériens qui, entre 1980 et 1994, ont suivi le recul des eaux du lac Tchad jusqu'à l'intérieur des terres camerounaises, déclenchant de fortes hostilités entre les deux peuples. Au Nigéria, ce sont près de 4000 personnes qui ont été victimes des affrontements entre agriculteurs et éleveurs entre 2016 et 2019 ²².

Par ailleurs, le lac Tchad est l'une des zones les plus dangereuses et instables : oasis pleine de ressources pour qui parvient à la contrôler, elle est devenue le foyer d'action du groupe armé. Cachés dans les nombreux îlots qui constituent la zone du lac Tchad, ces groupes armés disposent également d'une population jeune et privée de moyens de subsistance : selon une

²⁰Op Cit, 2018

²¹ Op Cit,

²²Op Cit, 2018

étude publiée par l'université de Leeds en 2014, la plupart de ces jeunes représentent une grande part des recrues du groupe terroriste.

d. Conséquences sur l'économie

Il n'existe pas des données suffisantes chiffrées sur les conséquences économiques de l'assèchement et la perte de la biodiversité dans le bassin du lac Tchad. Toute fois, on retient que l'économie du bassin a subi une baisse. La pêche qui constituait l'une des activités économiques les plus attractives du bassin du lac Tchad dans les années 2000-2005, a connu une régression de 10% à 20% dans les années 2015 ²³.

En effet, les populations vivent des activités commerciales autour du lac Tchad, notamment la pêche, l'élevage et l'agriculture. De nos jours, ces populations font face aux effets de l'assèchement du lac. Le manque à gagner est énorme. Les poissons de la Komadougou Yobé et du lac Tchad généraient plus 20 milliards de francs CFA de revenus annuels ²⁴. Mais ces zones de captures sont sous les effets de l'assèchement du lac et de combattants insurgés. Les poissons ne peuvent plus être capturés et vendus comme dans le passé. Depuis février 2015, la pêche y est ralentie ²⁵. Le problème est similaire pour le commerce du poivron, où des marchés ont été fermés.

La production de poivron dans la région de Diffa a chuté d'environ 80%. Or, les produits de la filière s'élèvent d'ordinaire à 15 milliards de francs CFA annuels ²⁶. Des dizaines de milliers de foyers sont donc affectés. Les champs de poivron sont situés aux abords du Lac Tchad et le long de la rivière Komadougou Yobé.

Toutes les activités socio-économiques sont affectées et la surexploitation des ressources en eau et en terre entraîne des conflits et des migrations. Cet assèchement est à l'origine de la détérioration des capacités de production agricole de la région, sources des revenus. C'est le cas actuellement dans le département du Logone et Chari au Cameroun, où, les populations font face aux effets de la sécheresse.

2.4 La théorie du changement

Le PARB s'articule autour d'une théorie du changement (figure 7) selon laquelle une action stratégique urgente dans les pays membres du BLT est nécessaire pour transformer les modèles de développement socioéconomique et financiers, de manière à stabiliser les tendances responsables de l'aggravation de perte de la biodiversité au cours des cinq prochaines années (d'ici à 2028), et à permettre la reconstitution des écosystèmes naturels au cours des années suivantes, avec des améliorations nettes après 2028 pour réaliser la vision de la CBLT.

Ce changement ne sera possible que si une approche commune, associant l'ensemble des pouvoirs publics et des autres parties est nécessaire pour apporter les changements requis au cours des cinq prochaines années, qui serviront de tremplin vers la réalisation de la vision de la CBLT.

A cet effet, les gouvernements et les autres parties prenantes doivent déterminer les priorités et allouer des ressources (financières, techniques etc), reconnaître la valeur de la biodiversité et prendre conscience du coût de ce qui sera généré si aucune action n'est entreprise.

La théorie du changement du PARB, suppose que des mesures de transformation seront prises pour i) mettre en place des outils et des solutions de mise en oeuvre, ii) réduire les menaces pesant sur la biodiversité et c) assurer une conservation et une utilisation durable de la biodiversité, afin d'assurer le bien-être des populations, et que ces mesures soient soutenues par des conditions favorables et des moyens de mise en oeuvre adéquats. Cette théorie suppose aussi que les progrès soient suivis de manière transparente et responsable, grâce à des activités d'évaluation, afin de garantir que, d'ici 2028, nous soyons en bonne voie de concrétiser la vision de la CBLT pour la biodiversité.

Enfin, la théorie de changement du PARB souligne la nécessité de tenir compte de l'aspect genre, de l'autonomisation

²³ Jonathan Davies, Biodiversité et Grande Muraille Verte : Gérer la nature pour un développement durable au Sahel

²⁴ Op Cit

²⁵ Niger, l'économie régionale autour de Diffa victime de Boko Haram

²⁶ Jean Laurent LEFEVRE, pratiques de pêches dans le BLT, 2015

des femmes, de la jeunesse, et de la participation pleine et effective des peuples autochtones et des communautés locales à la mise en oeuvre du PARB. Elle repose en outre sur la prise en compte du fait que sa mise en oeuvre se fera en partenariat avec des organisations aux niveaux international, national et local, afin de favoriser une dynamique propice à la réussite.

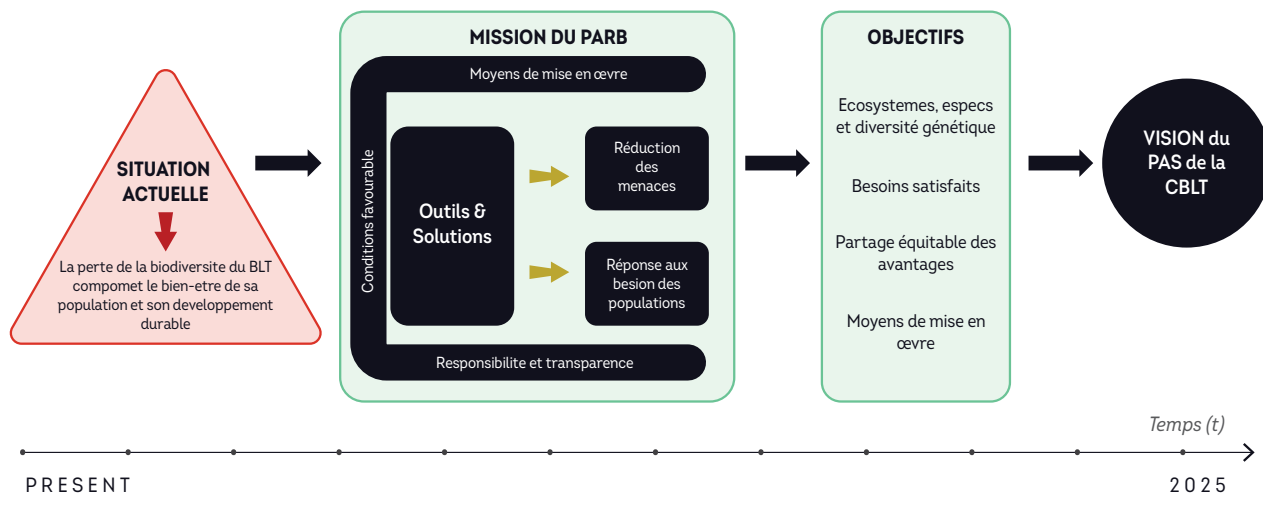


Figure 6 : Théorie de changement du PARB



03. Priority Areas for Intervention

3.1. Logique d'intervention

Le présent PARB comprend trois (03) axes d'interventions. Ces axes sont considérés comme des composantes prioritaires. Chaque axe d'intervention est composé des cibles (objectif spécifique) et des activités.

L'opérationnalisation du PARB sera réalisée grâce à l'appui des fonds mobilisés auprès des Partenaires Techniques Financiers (PTF). Ayant été élaboré conjointement au PAS, le PARB est donc préparé avec la participation effective de toutes les parties prenantes. Les rôles et les responsabilités de chacune des parties prenantes sont identifiés de manière précise, ainsi que les mécanismes de responsabilisation et de collaboration qui seront clarifiés et confirmés dans un document contractuel.

3.2. Horizon temporel

Le PARB a une durée de 5 ans (2023 à 2028). Il fonctionne de manière opérationnelle. A l'issu de chacun de ces axes, l'exécution devra être évaluée annuellement, et l'ordre des priorités peut être actualisé. Il est admis que l'ordre des priorités dans l'exécution du PARB peut être amené à évoluer. Ces priorités doivent être fixées et actualisées en fonction des résultats d'un processus national de consultation, ces résultats devant être validés par l'instance d'orientation de la CBLT.

3.3. Axe 1 : Amélioration de la gestion durable des ressources biologique.

Cible 3.3.1: Promouvoir la politique de gestion (Durable) des ressources biologiques du bassin.

Activités :

- ▶ Appuyer la mise en place d'un cadre politique de restauration de la biodiversité dans le bassin ;
- ▶ Appuyer la prise en compte des enjeux de biodiversité en lien avec le Cadre Mondial de la biodiversité de Kuming-Montréal et les stratégies nationales de développement ;
- ▶ Appuyer la révision du cadre légal et institutionnel et les reformes politiques en faveur de la gestion des ressources biologiques dans les Etats membres en lien avec le Cadre Mondial de la biodiversité de Kuming-Montréal.

Cible 3.3.2: Inciter les Etats membres à développer et renforcer leurs politiques en matière de valorisation et d'utilisation durable des ressources biologiques du bassin.

Activités :

- ▶ Appuyer les Etats membres à mettre en place des systèmes ou des programmes de suivi et de surveillance efficaces et efficients de l'utilisation durable des ressources naturelles du Lac Tchad ;
- ▶ Appuyer, au niveau de chaque Etat membre la mise en place d'une plateforme d'échange de la société civile sur les questions touchant la valorisation et l'utilisation durable des ressources biologiques du bassin.

Cible 3.3.3 : Impliquer toutes les parties prenantes dans la prise de décision sur l'amélioration de la gestion durable des ressources biologiques du bassin.

Activities:

- ▶ Set up an awareness-raising and capacity-building programme for elected representatives, administrative authorities, indigenous peoples and local communities, young people and women on improving the sustainable management of the basin's biological resources;
- ▶ Set up a network of councils to increase the participation of local elected representatives in implementing policies to improve the management of the basin's biological resources.

Target 3.3.4: Capitalise on relevant experience and traditional know-how for the sustainable management of the basin's biological resources.

Activités :

- ▶ Mettre en place un programme de sensibilisation et de renforcement des capacités des élus, des autorités administratives, des peuples autochtones et communautés locales, des jeunes, les femmes sur l'amélioration de la gestion durable des ressources biologiques du bassin ;
- ▶ Mettre en place un réseau de communes pour accroître la participation des élus locaux dans la mise en application des politiques sur l'amélioration de la gestion des ressources biologiques du bassin.

Cible 3.3.4 : Capitaliser les expériences pertinentes et les savoir-faire traditionnels pour une gestion durable des ressources biologiques du bassin.

Activités :

- ▶ Créer un cadre de concertation au niveau national en vue de partager les expériences et les bonnes pratiques au niveau régional sur la gestion des ressources biologiques du bassin. Implement action plans to optimise efforts to monitor the use of resources at national and regional level;

Cible 3.3.5 : Renforcer l'éveil politique au niveau des Etats sur la gestion des ressources biologiques.

Activités :

- ▶ Renforcer le dialogue entre les Etats membres sur les questions de gestion des ressources biologiques du bassin du Lac Tchad ;
- ▶ Appuyer la mise en œuvre des plans d'action pour optimiser les efforts de surveillance de l'utilisation des ressources aux niveaux national et régional ;
- ▶ Redynamiser le réseau des parlementaires du Bassin du Lac Tchad pour mener un lobbying et plaidoyer permanent auprès des décideurs politiques sur la prise en compte de la biodiversité dans l'allocation des ressources budgétaires au niveau national.

Cible 3.3.6 : Rendre les mesures de contrôle des ressources biologiques du bassin plus efficaces.

Activités :

- ▶ Appuyer l'application des mesures de contrôle de l'utilisation des ressources biologiques du Lac Tchad ;
- ▶ Renforcer la surveillance des niveaux d'eau du Lac Tchad et de ses tributaires afin de garantir les débits écologiques dans le bassin

Cible 3.3.7: Harmoniser les politiques et les stratégies en matière de gestion des ressources biologiques du bassin.

Activités :

- ▶ Mener des études pour évaluer le niveau de convergence des politiques et stratégies de gestion des ressources biologiques des pays membres du bassin ;
- ▶ Élaborer un document de stratégie et de politique commune pour la gestion des ressources biologiques du bassin.

Cible 3.3.8 : Promouvoir l'utilisation et la gestion durable des écosystèmes du bassin.

Activités :

- ▶ Développer et mettre en œuvre un programme de réhabilitation des corridors des zones-tampons et des portions des terres appropriées illégalement ;
- ▶ Développer des programmes pilotes pour la conservation et la gestion durable des zones humides ;
- ▶ Promouvoir les activités de restauration des écosystèmes et des terres dégradées du bassin ;
- ▶ Elaborer des projets pilotes d'écotourisme basés sur les modèles existants et réussis sous d'autres pays.

Cible 3.3.9 : Renforcement des capacités des parties prenantes sur la gestion des ressources biologiques.

Activités :

- ▶ Développer et mettre en œuvre les programmes de sensibilisation et d'éducation sur la gestion durable des ressources biologiques et des services écosystémiques du bassin ;
- ▶ Développer les initiatives de renforcement des capacités sur la gestion durable des ressources biologiques et des services écosystémiques.

3.4. Axe 2 : Amélioration des connaissances et du suivi de la biodiversité dans le BLT.

Cible 3.4.1 : Améliorer les connaissances sur la biodiversité dans le bassin.

Activités :

- ▶ Réaliser l'état de lieux de la biodiversité du bassin et l'évaluation périodique et systématique des acteurs d'intervention ;
- ▶ Réaliser des inventaires périodiques et suivi écologique des ressources biologiques du bassin ;
- ▶ Mettre en place un système de base des données solide sur les ressources biologiques du bassin pour une meilleure planification.

Cible 3.4.2 : Assurer le suivi efficace de la biodiversité dans le bassin.

Activités :

- ▶ Evaluer périodiquement le niveau de dégradation des ressources biologiques du bassin ;
- ▶ Mettre en place un système de suivi, de collecte et de gestion des informations sur la biodiversité ;
- ▶ Promouvoir le partage et la diffusion des résultats du suivi de la biodiversité dans le bassin ;
- ▶ Promouvoir les bonnes pratiques de suivi géré par les communautés bénéficiaires
- ▶ Evaluer le niveau de mise en œuvre du PARB par les Etats membres ;
- ▶ Engager le dialogue avec les parties prenantes sur les résultats de l'analyse de l'évaluation de la biodiversité et la mise en œuvre du PARB, et formuler des recommandations.

3.5. Axe 3 : Utilisation durable et partage équitable des bénéfices issus de l'exploitation des ressources biologiques et génétiques.

Cible 3.5.1 : Renforcer le développement des chaînes de valeurs des ressources biologiques et génétiques du bassin.

Activités :

- ▶ Renforcer les capacités des groupes communautaires sur le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages issues de l'exploitation des ressources génétiques (APA) ;
- ▶ Evaluer et valoriser les savoirs traditionnels associés aux ressources biologiques et génétiques ;
- ▶ Développer les chaînes de valeurs basées sur les ressources biologiques du BLT ;
- ▶ Opérationnaliser le processus d'obtention des permis d'exploitation des PFNL dans les Etats du BLT.

Cible 3.5.2: Renforcer les activités socio-économiques des communautés locales en tenant compte de l'aspect genre.

Activités :

- ▶ Mettre en place les initiatives génératrices des revenus ciblant les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables ;
- ▶ Appuyer les petits producteurs dans les domaines de production vivrière et des petits bétails ;
- ▶ Créer des innovations agro-pastorales durables à l'endroit des populations autochtones et locales ;
- ▶ Créer les mécanismes autochtones en matière d'activités génératrices des revenus (AGR) en lien avec la protection des ressources biologiques.

Cible 3.5.3: Appuyer et accompagner les peuples autochtones et communautés locales dans la création des activités alternatives pour réduire les pressions sur les ressources biologiques du bassin.

Activités :

- ▶ Promouvoir les activités dans le domaine des énergies renouvelables ;
- ▶ Promouvoir les activités dans le domaine de l'aquaculture, de compostage et de cultures fourragère ;
- ▶ Inciter les communautés à promouvoir des actions de recyclage des déchets pour contribuer à l'assainissement des écosystèmes du bassin.

Cible 3.5.4: Appuyer et renforcer les capacités des producteurs agricoles et les filières associées dans l'utilisation des techniques de production saines en lien avec la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la biosécurité.

Activités :

- ▶ Appuyer et encourager les producteurs agropastoraux dans l'utilisation des intrants bio dans leur chaîne de production ;
- ▶ Renforcer les capacités des parties prenantes sur le Protocole de Cartagena et ses modalités de mise en œuvre ;
- ▶ Accompanyer et appuyer les Etats membres pour développer des instruments juridiques relatifs à la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la biosécurité ;
- ▶ Mettre en place un laboratoire agrégé de biotechnologie qui tient compte de la biosécurité au niveau du bassin.

Cible 3.5.5 : Promouvoir la gouvernance locale des ressources biologiques du bassin.

Activités :

- ▶ Renforcer les capacités des populations locales en matière de gouvernance des ressources biologiques ;
- ▶ Renforcer les connaissances des acteurs locaux sur le processus de dégradation des terres en vue d'une utilisation rationnelles des ressources biologique du bassin ;

- ▶ Impliquer les leaders communautaires dans les instances de prise de décision en matière de gestion durable des ressources biologiques du bassin ;
- ▶ Appuyer la prise en compte des questions de gestion durable des ressources dans le processus d'élaboration ou d'actualisation des Plans de Développement Régionaux/ ou Provinciaux/Communaux.

Cible 3.5.6: Accroître la participation du public dans la gestion durable des ressources biologiques du bassin.

Activités :

- ▶ Appuyer les micro-projets à base communautaire sur la gestion et utilisation durable des ressources biologiques dans le bassin ;
- ▶ Mettre sur pied un programme des « Amis du Bassin Lac Tchad » dans l'objectif d'organiser une compétition annuelle sur les bonnes pratiques en matière de gestion durable des ressources biologiques du bassin.

Cible 3.5.7: Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables au sein des communautés.

Activités :

- ▶ Renforcer les capacités des communautés locales sur l'utilisation des énergies renouvelables ;
- ▶ Appuyer les communautés locales en vue de l'accès aux équipements sur les énergies renouvelables dans le bassin.

Tableau 3 : Axes, cibles, activités et résultats attendus du PARB.

AXE 1. AMÉLIORATION DE LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES BIOLOGIQUE			
Cibles	Activités	Résultats Attendus	Responsables
Cible 1.1. Promouvoir la politique de gestion (Durable) des ressources biologiques du bassin.	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer la mise en place d'un cadre politique de restauration de la biodiversité dans le bassin ; Appuyer la prise en compte des enjeux de biodiversité en lien avec le Cadre Mondial de la biodiversité de Kumming-Montréal et les stratégies nationales de développement ; Appuyer la révision du cadre légal et institutionnel et les réformes politiques en faveur de la gestion des ressources biologiques dans les Etats membres en lien avec le Cadre Mondial de la biodiversité de Kumming-Montréal 	<ul style="list-style-type: none"> Un cadre politique de restauration de la biodiversité existe ; La biodiversité est prise en compte dans les politiques nationales de développement ; La révision du cadre légal et institutionnel en faveur de la gestion des ressources biologiques dans le bassin est faite. 	<ul style="list-style-type: none"> CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc
Cible 1.2. Inciter les Etats membres à développer et renforcer leurs politiques en matière de valorisation et d'utilisation durable des ressources biologiques du bassin.	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer les Etats membres à mettre en place des systèmes ou des programmes de suivi et de surveillance efficaces et efficients de l'utilisation durable des ressources naturelles du Lac Tchad ; Appuyer, au niveau de chaque Etat membre la mise en place d'une plateforme d'échange de la société civile sur les questions touchant la valorisation et l'utilisation durable des ressources biologiques du bassin. 	<ul style="list-style-type: none"> Des systèmes de contrôle et de surveillance efficaces de l'utilisation durable des ressources biologiques sont développés ; Une plate-forme d'échange de la société civile sur les questions touchant la valorisation des ressources biologiques est mise place. 	<ul style="list-style-type: none"> CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc
Cible 1.3. Impliquer toutes les parties prenantes dans la prise de décision sur l'amélioration de la gestion durable des ressources biologiques du bassin.	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un programme de sensibilisation et de renforcement des capacités des élus, des autorités administratives, des peuples autochtones et communautés locales, des jeunes, les femmes sur l'amélioration de la gestion durable des ressources biologiques du bassin ; Mettre en place un réseau de communes pour accroître la participation des élus locaux dans la mise en application des politiques sur l'amélioration de la gestion des ressources biologiques du bassin. 	<ul style="list-style-type: none"> Un programme de sensibilisation et de renforcement des capacités des élus, des autorités administratives, des peuples autochtones et communautés locales, des jeunes, les femmes sur l'amélioration de la gestion durable des ressources biologiques du bassin est en place ; Un réseau de communes pour accroître la participation des élus locaux dans la mise en application des politiques sur l'amélioration de la gestion des ressources biologiques du bassin est mis en place. 	<ul style="list-style-type: none"> CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc
Cible 1.4. Capitaliser les expériences pertinentes et les savoir-faire traditionnels pour une gestion durable des ressources biologiques du bassin	<ul style="list-style-type: none"> Créer un cadre de concertation au niveau national en vue de partager les expériences et les bonnes pratiques au niveau régional sur la gestion des ressources biologiques du bassin. 	<ul style="list-style-type: none"> Un cadre de concertation au niveau national en vue de partager les expériences et les bonnes pratiques au niveau régional sur la gestion des ressources biologiques du bassin est créé. 	<ul style="list-style-type: none"> CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc
Cible 1.5. Renforcer l'éveil politique au niveau des Etats sur la gestion des ressources biologiques	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le dialogue entre les Etats membres sur les questions de gestion des ressources biologiques du bassin du Lac Tchad ; Appuyer la mise en œuvre des plans d'action pour optimiser les efforts de surveillance de l'utilisation des ressources aux niveaux national et régional ; Redynamiser le réseau des parlementaires du Bassin du Lac Tchad pour mener un lobbying et plaidoyer permanent auprès des décideurs politiques sur la prise en compte de la biodiversité dans l'allocation des ressources budgétaires au niveau national ; 	<ul style="list-style-type: none"> Les Etats membres disposent d'un cadre de dialogue sur les questions de gestion des ressources biologiques du bassin du Lac Tchad ; Des plans d'action pour optimiser les efforts de surveillance de l'utilisation des ressources aux niveaux national et régional est réalisés ; Le réseau des parlementaires du Bassin du Lac Tchad est fonctionnel. 	<ul style="list-style-type: none"> CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc
Cible 1.6. Rendre les mesures de contrôle des ressources biologiques du bassin plus efficaces	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer l'application des mesures de contrôle de l'utilisation des ressources biologiques du Lac Tchad ; Renforcer la surveillance des niveaux d'eau du Lac Tchad et de ses tributaires afin de garantir les débits écologiques dans le bassin 	<ul style="list-style-type: none"> Les mesures de contrôle de l'utilisation des ressources biologiques du Lac Tchad sont fonctionnelles ; La surveillance des ressources en eau du Lac Tchad se fait régulièrement pour garantir les débits écologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc

AXE 1. AMÉLIORATION DE LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES BIOLOGIQUE

Cible 1.7. Harmonise policies and strategies for the management of the basin's biological resources	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Mener des études pour évaluer le niveau de convergence des politiques et stratégies de gestion des ressources biologiques des pays membres du bassin ; ▶ Élaborer un document de stratégie et de politique commune pour la gestion des ressources biologiques du bassin. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le niveau de convergence des politiques et stratégies de gestion des ressources biologiques des pays membres du bassin est évalué ; ▶ Un document de stratégie et de politique commune pour la gestion des ressources biologiques du bassin est élaboré. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc
Cible 1.8. Promouvoir l'utilisation et la gestion durable des écosystèmes du bassin	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Développer et mettre en œuvre un programme de réhabilitation des corridors des zones-tampons et des portions des terres appropriées illégalement ; ▶ Développer des programmes pilotes pour la conservation et la gestion durable des zones humides ; ▶ Promouvoir les activités de restauration des écosystèmes et des terres dégradées du bassin ; ▶ Elaborer des projets pilotes d'écotourisme basés sur les modèles existants et réussis sous d'autres pays. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Un programme de réhabilitation des corridors, des zones-tampons et des portions des terres appropriées illégalement est développé et mis en œuvre ▶ Les programmes pilotes pour la conservation et la gestion durable des zones humides sont développés ; ▶ Les activités de restauration des écosystèmes et terres dégradés du bassin sont promues ; ▶ Les projets pilotes d'écotourisme basés sur les modèles existants et réussis sont élaborés. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc
Cible 1.9. Renforcement des capacités des parties prenantes sur la gestion des ressources biologiques	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Développer et mettre en œuvre les programmes de sensibilisation et d'éducation sur la gestion durable des ressources biologiques et des services écosystémiques du bassin ; ▶ Développer les initiatives de renforcement des capacités sur la gestion durable des ressources biologiques et des services écosystémiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les pays de la BLT disposent et mettent en œuvre les programmes de sensibilisation et d'éducation sur la gestion durable des ressources biologiques et les services écosystémiques ; ▶ Des initiatives de renforcement des capacités sur la gestion durable des ressources biologiques et des services écosystémiques sont développées. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc

AXE.2. AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES ET DU SUIVI DE LA BIODIVERSITÉ DANS LE BLT

Cible 2.1. Améliorer les connaissances sur la biodiversité dans le bassin	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Réaliser l'état de lieux de la biodiversité du bassin et l'évaluation périodique et systématique des acteurs d'intervention ; ▶ Réaliser des inventaires périodiques et suivi écologique des ressources biologiques du bassin ; ▶ Mettre en place un système de base des données solide sur les ressources biologiques du bassin pour une meilleure planification. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ L'état de lieux de la biodiversité du bassin et l'évaluation périodique et systématique des acteurs d'intervention est réalisé ; ▶ Des inventaires périodiques et suivi écologique des ressources biologiques du bassin sont réalisées ; ▶ Un système de bases des données solides sur les ressources biologiques du bassin est mis en place. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc
Cible 2.2. Assurer le suivi efficace de la biodiversité dans le bassin	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Evaluer périodiquement le niveau de dégradation des ressources biologiques du bassin ; ▶ Mettre en place un système de suivi, de collecte et de gestion des informations sur la biodiversité ; ▶ Promouvoir le partage et la diffusion des résultats du suivi de la biodiversité dans le bassin ; ▶ Promouvoir les bonnes pratiques de suivi géré par les communautés bénéficiaires ▶ Evaluer le niveau de mise en œuvre du PARB par les Etats membres ; ▶ Engager le dialogue avec les parties prenantes sur les résultats de l'analyse de l'évaluation de la biodiversité et la mise en œuvre du PARB, et formuler des recommandations 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le niveau de dégradation des ressources biologiques du bassin est connu ; ▶ Un système de suivi, de collecte et de gestion des informations sur la biodiversité est fonctionnel ; ▶ Le partage et la diffusion des résultats du suivi de la biodiversité dans le bassin est promu ; ▶ Le niveau de mise en œuvre du PARB par des Etats membres est évalué et connu ; ▶ Les bonnes pratiques du suivi géré par les communautés bénéficiaires sont promues ; ▶ Le dialogue avec les parties prenantes sur les résultats de l'analyse de l'évaluation de la biodiversité et la mise en œuvre du PARB est engagé et les recommandations formulées. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc

AXE 3. UTILISATION DURABLE ET PARTAGE ÉQUITABLE DES BÉNÉFICES ISSUS DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES ET GÉNÉTIQUES

<p>Cible 3.1. Renforcer le développement des chaînes de valeurs des ressources biologiques et génétiques du bassin</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer les capacités des groupes communautaires sur le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages issues de l'exploitation des ressources génétiques (APA) ; ▶ Evaluer et valoriser les savoirs traditionnels associés aux ressources biologiques et génétiques ; ▶ Développer les chaînes de valeurs basées sur les ressources biologiques du BLT ; ▶ Opérationnaliser le processus d'obtention des permis d'exploitation des PFNL dans les Etats du BLT. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les capacités des groupes communautaires sont réellement renforcées sur le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages issues de l'exploitation des ressources génétiques (APA) ; ▶ Les savoirs traditionnels associés aux ressources biologiques et génétiques sont évalués et valorisés ; ▶ Les chaînes de valeurs basées sur les ressources biologiques du BLT sont développées ; ▶ Le processus d'obtention des permis d'exploitation des PFNL dans les Etats du BLT est opérationnel 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc
<p>Cible 3.2. Renforcer les activités socio-économiques des communautés locales en tenant compte de l'aspect genreg into account the gender aspect</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Mettre en place les initiatives génératrices des revenus ciblant les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables ; ▶ Appuyer les petits producteurs dans les domaines de production vivrière et des petits bétails ; ▶ Créer des innovations agro-pastorales durables à l'endroit des populations autochtones et locales ; ▶ Créer les mécanismes autochtones en matière d'activités génératrices des revenus (AGR) en lien avec la protection des ressources biologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Des initiatives génératrices de revenus ciblant les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables sont mises en place ; ▶ Les petits producteurs dans les domaines de production vivrière et des petits bétails sont appuyés ; ▶ Des innovations agro-pastorales durables à l'endroit des populations autochtones et locales sont créées ; ▶ Les mécanismes autochtones en matière d'activités génératrices des revenus (AGR) en lien avec la protection des ressources biologiques sont créées. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc
<p>Cible 3.3. Appuyer et accompagner les peuples autochtones et communautés locales dans la création des activités alternatives pour réduire les pressions sur les ressources biologiques du bassin</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Promouvoir les activités dans le domaine des énergies renouvelables ; ▶ Promouvoir les activités dans le domaine de l'aquaculture, de compostage et de cultures fourragère ; ▶ Inciter les communautés à promouvoir des actions de recyclage des déchets pour contribuer à l'assainissement des écosystèmes du bassin ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les activités dans le domaine des énergies renouvelables sont promues ; ▶ Les activités dans le domaine de l'aquaculture, de compostage et de cultures fourragère sont promues ; ▶ Les communautés sont incitées à promouvoir des actions de recyclage des déchets pour contribuer à l'assainissement des écosystèmes du bassin ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc
<p>Cible 3.4. Appuyer et renforcer les capacités des producteurs agricoles et les filières associées dans l'utilisation des techniques de production saines en lien avec la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la biosécurité</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Appuyer et encourager les producteurs agropastoraux dans l'utilisation des intrants bio dans leur chaîne de production ; ▶ Renforcer les capacités des parties prenantes sur le Protocole de Cartagena et ses modalités de mise en œuvre ; ▶ Accompagner et appuyer les Etats membres pour développer des instruments juridiques relatifs à la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la biosécurité ; ▶ Mettre en place un laboratoire agrégé de biotechnologie qui tient compte de la biosécurité au niveau du bassin. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les producteurs agropastoraux sont appuyés et encouragés dans l'utilisation des intrants bio dans leur chaîne de production ; ▶ Les capacités des parties prenantes sont renforcées sur le Protocole de Cartagena et ses modalités de mise en œuvre ; ▶ Les Etats membres sont accompagnés et appuyés pour développer des instruments juridiques relatifs à la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la biosécurité ; ▶ Un laboratoire agrégé de biotechnologie est mis en place et tient compte de la biosécurité au niveau du bassin. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc

AXE 3. UTILISATION DURABLE ET PARTAGE ÉQUITABLE DES BÉNÉFICES ISSUS DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES ET GÉNÉTIQUES

<p>Cible 3.5. Promouvoir la gouvernance locale des ressources biologiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer les capacités des populations locales en matière de gouvernance des ressources biologiques ; ▶ Renforcer les connaissances des acteurs locaux sur le processus de dégradation des terres en vue d'une utilisation rationnelles des ressources biologique du bassin ; ▶ Impliquer les leaders communautaires dans les instances de prise de décision en matière de gestion durable des ressources biologiques du bassin ; ▶ Appuyer la prise en compte les questions de gestion durable des ressources dans le processus d'élaboration ou d'actualisation des Plans de Développement Régionaux/ ou Provinciaux/Communaux. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les capacités des populations locales sont renforcées en matière de gouvernance des ressources biologiques ; ▶ Les connaissances des acteurs locaux sur le processus de dégradation des terres en vue d'une utilisation rationnelles des ressources biologique du bassin sont renforcées ; ▶ Les leaders communautaires sont impliqués dans les instances de prise de décision en matière de gestion durable des ressources biologiques du bassin ; ▶ Les questions de gestion durable des ressources biologiques sont prises en compte dans le processus d'élaboration ou d'actualisation des Plans de Développement Régionaux/ ou Provinciaux/ Communaux. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc
<p>Cible 3.6. Accroître la participation du public dans la gestion durable des ressources biologiques du bassin</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Appuyer les micro-projets à base communautaire sur la gestion et utilisation durable des ressources biologiques dans le bassin ; ▶ Mettre sur pied un programme des « Amis du Bassin Lac Tchad » dans l'objectif d'organiser une compétition annuelle sur les bonnes pratiques en matière de gestion durable des ressources biologiques du bassin. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Des micro-projets à base communautaire sur la gestion et utilisation durable des ressources biologiques dans le bassin sont appuyés ; ▶ Un programme des « Amis du Bassin Lac Tchad » est mis sur pied dans l'objectif d'organiser une compétition annuelle sur les bonnes pratiques en matière de gestion durable des ressources biologiques du bassin. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc
<p>Cible 3.7. Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables au sein des communautés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer les capacités des communautés locales sur l'utilisation des énergies renouvelables ; ▶ Appuyer les communautés locales en vue de l'accès aux équipements sur les énergies renouvelables dans le bassin. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les capacités des communautés locales sont renforcées sur l'utilisation des énergies renouvelables ; ▶ Les communautés locales sont appuyées en vue de l'accès aux équipements sur les énergies renouvelables dans le bassin. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ CBLT, institutions œuvrant l'environnement, les ministères de tutelle, etc



04. Mecanismes de Mise en Œuvre, Suivi, Evaluation et Capitalisation

L'atteinte des objectifs et la mise en œuvre pratique du PARB exigent un environnement juridique et institutionnel favorables, une expertise pertinente pour une communication efficace. Ces préoccupations sont prises en compte à travers les axes d'intervention, visant à créer un cadre de gouvernance responsable. Une dimension importante de ce cadre concerne l'opérationnalisation et la mise en œuvre des conventions internationales sur la biodiversité. Le renforcement des capacités à tous les niveaux et la mise en œuvre d'un système efficace de suivi-évaluation constituent des composantes clés du cadre de gouvernance.

4.1. Analyse et participation des parties prenantes

Dans le cadre de la mise en œuvre du PARB, les acteurs et les rôles qui leur sont dévolus sont cités ci-après :

a. Etat et ses démembrements

- ▶ la définition des politiques et stratégies en matière de la biodiversité et l'élaboration des outils de planification (inventaires des ressources naturelles, schémas directeurs d'aménagement et d'exploitation, etc.) ;
- ▶ la mise en œuvre des projets à caractère institutionnel ;
- ▶ la définition et le contrôle de l'application du cadre législatif et réglementaire au niveau national (code forestier, code rural, code de chasse, etc.) et suivi des conventions internationales ;
- ▶ la coordination et l'harmonisation dans la mise en œuvre des actions notamment au niveau de la société civile ;
- ▶ la réalisation des grands travaux pour la réhabilitation des écosystèmes dégradés (grandes étendues, parcs et plans d'eau, zones humides, etc.) ;
- ▶ la facilitation de la recherche de financements ;
- ▶ le développement de la coopération internationale ;
- ▶ l'animation, l'information, la sensibilisation et appuis conseils aux acteurs, notamment les populations ;
- ▶ la recherche, la formation et le contrôle du matériel génétique ;
- ▶ les études diverses, la valorisation et la capitalisation des résultats des études ;
- ▶ la protection de la nature, le développement des jardins zoologiques ;
- ▶ la conservation de la diversité biologique ;
- ▶ l'encouragement de l'émergence de la société civile ;
- ▶ le suivi-évaluation des actions ;
- ▶ la définition des stratégies aux niveaux national et local ;
- ▶ l'élaboration et la mise en œuvre des schémas directeurs et plans de développement national en matière de de gestion des ressources naturelles (GRN) ;
- ▶ la création et l'aménagement des aires protégées ;

b. Secteur Privé

- ▶ le développement des filières commerciales (bois-énergie, charbon minéral, foyers améliorés, produits forestiers secondaires, agricoles, produits de pêche, de chasse et d'élevage) ;
- ▶ le développement de la production privée de bois (production des plants, plantations privées, etc.) ;
- ▶ les entreprises de travaux forestiers ;
- ▶ les transformations industrielles des produits (forestiers secondaires, agricoles, de pêche, de chasse et d'élevage) ;
- ▶ le développement de la pharmacopée et de la médecine traditionnelle ;
- ▶ la contribution à la conservation de la diversité biologique (développement des fermes et ranch à gibier ;
- ▶ l'approvisionnement en intrants (engrais, produits zootechniques, pesticides, matériels de production, engins de pêche...), la contribution au développement du tourisme cynégétique ;
- ▶ la formation, l'information, la sensibilisation et le suivi-évaluation interne ;
- ▶ l'appui à la mobilisation de l'épargne rurale.

c. Les Collectivités Territoriales

- ▶ la gestion des forêts des collectivités ;

- l'information, la formation et la sensibilisation des populations locales et autochtones;
- l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des projets communaux ;
- le développement de la coopération décentralisée ;
- la participation à la gestion rationnelle des zones de chasse au niveau local ;
- la participation à la gestion des aires protégées.

d. d) Les Communautés rurales

- la participation à l'élaboration et la mise en œuvre des actions de développement rural à travers la gestion des ressources forestières halieutiques, hydriques et pastorales, la production de plants et le reboisement, etc. ;
- la production de bois-énergie, productions piscicoles et apicoles ;
- la participation à la mise en place et au fonctionnement des systèmes de mobilisation de l'épargne et de crédits en milieu rural ;
- la participation aux travaux d'intérêt communautaire ;
- le suivi-évaluation des actions.

e. Les ONG et associations

- l'élaboration et la mise en œuvre (y compris la recherche de financement) des projets conformément aux orientations définies par le gouvernement ;
- la formation et la sensibilisation de la population sur la gestion durable des ressources biologiques ;
- la participation aux études dans les domaines de gestion des ressources naturelles et valorisation des résultats obtenus ;
- Appui à l'organisation des populations à la base pour des actions communautaires;
- le suivi-évaluation des actions.

NB: Certaines catégories d'acteurs, bien que prises en compte dans ceux définis ci-dessus, doivent être spécifiées. Il s'agit :

f. Des Autorités Coutumières et Communales

Etant en contact direct et permanent avec les populations, à ce titre elles doivent conduire les missions suivantes :

- le recensement et l'identification des besoins de la population ;
- l'information et la sensibilisation des populations ;
- le suivi et la mise en œuvre des activités du PARB ;
- la mobilisation des populations pour l'identification, la planification, la mise en œuvre et l'auto-évaluation des actions ;
- la mobilisation des ressources locales.

g. Des Institutions de Recherche et de Formation

Elles doivent, dans un contexte de recherche-action et du fait du caractère transversal, de leurs domaines d'intervention, contribuer à la gestion durable des ressources biologiques, à travers :

- l'identification et l'élaboration des programmes et projets de recherche et de formation dans les domaines de gestion des ressources biologiques du bassin ;
- la création d'un cadre de concertation entre les différentes institutions de recherche en matière de gestion des ressources biologiques;
- l'appui conseil aux différents partenaires dans le domaine de la recherche en matière de la biodiversité ;
- la participation aux études retenues dans le cadre de la mise en œuvre du PARB ;
- la promotion de la recherche et les prestations de service dans le domaine de la gestion des ressources biologiques;
- la vulgarisation des résultats de recherches.

h. Des medias

Organe principal par excellence de communication, de collecte et de diffusion de l'information, les medias doivent jouer un rôle important dans le cadre de la mise en œuvre du PARB à travers:

- ▶ la réalisation d'émissions radiophoniques et télévisées en français, anglais et en langues nationales sur le processus PARB ;
- ▶ le renforcement et la redynamisation des plages réservées aux émissions sur l'environnement et le développement durable;
- ▶ la publication et la diffusion d'articles consacrés à l'environnement dans les journaux ;
- ▶ la diffusion d'émissions réservées aux activités rentrant dans le cadre du PARB;

i. Des populations

Principales bénéficiaires des projets et actions du PARB, les populations notamment les femmes et les jeunes, doivent être en amont et en aval du processus de mise en œuvre du PARB. A ce titre les missions suivantes leurs sont dévolues :

- ▶ la participation et l'animation des rencontres d'information et de sensibilisation ;
- ▶ l'identification avec les autres acteurs des besoins pouvant faire l'objet de projets et programmes de développement durable ;
- ▶ la participation active à la mise en œuvre et du suivi-évaluation du PARB ;
- ▶ l'implication dans la mise en œuvre des activités du PARB, en vue de leur pérennisation;
- ▶ l'apport communautaire dans le cadre de la mise en œuvre du PARB;
- ▶ la collecte et la diffusion de l'information au niveau local;

j. Des Elus du peuple (députés et conseillers)

Elus par le peuple pour être son porte-parole devant les institutions nationales, les députés et conseillers, dans le cadre de la mise en œuvre, du PARB ont pour missions :

- ▶ l'animation et la sensibiliser les populations sur le PARB ;
- ▶ la participation à la mobilisation des finances pour les activités du PARB ;
- ▶ Proposition des reformes politiques permettant de prendre en compte le PARB dans les politiques nationales ;
- ▶ Plaider pour la mobilisation des ressources financières suffisantes pour la mise en œuvre du PARB à travers la loi des finances et les budgets des collectivités.

k. Des Partenaires techniques et financiers :

Dans le cadre de la mise en œuvre du PARB, les partenaires techniques et financiers ont pour rôles :

- ▶ la mise en commun de leurs efforts respectifs pour des appuis soutenus au PARB ;
- ▶ l'appui au renforcement des compétences nationales en matière de gestion des ressources biologiques ;
- ▶ la mobilisation, des ressources matérielles, financières et humaines pour la mise en œuvre et le suivi des projets du PARB;
- ▶ l'information sur l'existence des possibilités d'appui au niveau des institutions internationales et/ou des conventions ;
- ▶ l'appui technique dans la conception des projets dans le cadre du PARB;
- ▶ le développement d'un cadre de concertation entre les PTF d'une part et entre ces derniers et les institutions nationales, les ONG et Associations d'autre part.

4.2 Cadres institutionnel, légal, et politique (Rôles et responsabilités)

a. Cadre institutionnel

Le cadre institutionnel de la mise en œuvre du PARB est constitué des ministères, organismes, du nouveau cadre mondial et points focaux de la CBLT dans les pays membres. Les pays membres de la CBLT ont chacun procédé à la désignation d'un ministère ou d'un autre organisme public pour servir de correspondant principal sur les questions intéressant le bassin du Lac Tchad dans le pays.

Il revient à ces correspondants de veiller à la représentativité respective de chacun des pays aux assises, organes et travaux de la CBLT, selon une organisation et une stratégie propre à chaque Etat. De plus, la pratique en cours dans les quatre pays

Tableau 4 : Organismes et ministères points focaux de la CBLT dans les pays riverains du Lac Tchad.

Pays	Ministère ou organisme (point focal)	Rôle et Missions
CAMEROUN	Ministère de l'Economie, de la Planification et l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)	Coordinates development actions in the transboundary basins, including the Lake Chad Basin area.
NIGER	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Assure la conception, la planification, la mise en œuvre et l'évaluation de la politique de l'eau, et de l'environnement sur toute l'étendue du territoire national en liaison avec les autres ministères et les collectivités territoriales.
NIGERIA	Ministère Fédéral de la Gestion des Ressources en Eau	Élabore la politique nationale de gestion des ressources en eau et s'assure de sa mise en œuvre.
TCHAD	Ministère de l'Hydraulique et de l'Elevage	Assure l'exécution de la politique du gouvernement en matière d'infrastructures hydrauliques, de connaissance, de suivi, d'exploitation des ressources en eau, de météorologie et d'élevage.
RCA	Ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche (MEFPC)	Assure l'exécution de la politique forestière, de l'exploitation des ressources naturelles

consiste, pour ces correspondants, à assurer la désignation de leurs suppléants, c'est-à-dire de personnes spécialement désignées pour assurer, parmi leurs travaux quotidiens, le traitement des dossiers intéressant le bassin du Lac Tchad.

1. Principaux ministères et organismes nationaux en charge de la gestion des ressources naturelles

Au niveau de chaque pays riverain, la gestion et la protection des ressources biologiques est assurée par des intervenants divers et nombreux, qu'ils soient des secteurs public et privé, ou de la société civile. En ce qui concerne les intervenants du secteur public, ils assument en général les fonctions en rapport avec les questions de l'environnement.

Plusieurs organisations internationales interviennent dans le financement des projets et programmes liés à la gestion des biologiques dans le bassin du Lac Tchad et dans l'appui technique aux quatre (4) pays riverains et au Secrétariat Exécutif de la CBLT. Il s'agit entre autres, de l'Agence allemande de Coopération Internationale pour le Développement (GIZ), de l'Agence Technique Allemande d'Appui au Développement (BGR), du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), de la Banque Mondiale (BM), du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de la Banque Africaine de Développement (BAD), de l'Agence Américaine d'Aide au Développement (USAID), de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de la Banque Islamique de Développement (BID).

Par ailleurs, plusieurs organisations régionales, couvrant partiellement ou totalement le bassin du Lac Tchad, ont élaboré des politiques, des projets et des programmes touchant l'agriculture, l'environnement et la lutte contre la désertification, l'hydraulique, le transport, l'énergie, etc. On a par exemple, le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), le Plan d'action du NEPAD pour le développement des pêches et l'aquaculture en Afrique, le Plan d'Action à court terme pour les ressources en eau transfrontalières du NEPAD, les actions de mise en œuvre des conventions internationales (Convention sur la Lutte contre la Désertification (CLD), convention sur les zones humides (RAMSAR), les programmes d'actions sous régionaux de lutte contre la désertification en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale.

2. Principaux ministères et organismes nationaux en charge de la gestion des ressources biologiques

Au niveau de chaque Etat, la gestion et la protection des ressources biologiques est assurée par divers intervenants (public,

privé et société civile). Le tableau ci-dessous présente les principaux intervenants dans la gestion des ressources biologiques par Etat.

Tableau 5 : Ministères et organismes intervenant dans la gestion des ressources biologiques dans le bassin.

Principaux ministères et organismes nationaux en charge de la gestion de l'eau		Rôle/Missions
Pays		
CAMEROUN	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED)	Responsable de l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'environnement et de la protection de la nature dans une perspective de développement durable.
	Ministère de l'Environnement de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable	Assure le suivi des impacts de la dégradation des ressources naturelles accélérées par le changement climatique et pour les mesures de restauration et l'application des conventions environnementales
NIGER	Ministère de l'Elevage et des Industries Animales	Assure la mise en œuvre de la politique de l'hydraulique pastorale, en relation avec les autres ministères et institutions concernées
	Ministère de l'Agriculture	Veille à l'usage des terres agricoles et des aménagements hydro agricoles
	Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement	Assure la planification des actions
	Société d'Exploitation des Eaux du Niger (SEEN)	Assure la production, le transport et la distribution des eaux en zone urbaine et semi-urbaine
	Société de Patrimoine des Eaux du Niger (SPEN)	Assure notamment la gestion du patrimoine de ressources en eau et sa mise en valeur, la maîtrise d'ouvrages et la maîtrise d'œuvre des travaux neufs et d'extension des infrastructures
NIGER	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, des Affaires Coutumières et Religieuses	à travers ses représentants régionaux et locaux (Préfets et Gouverneurs) assure la délivrance des autorisations des prélèvements d'eau et des forages des points d'eau ainsi que la sécurité du territoire
NIGERIA	Ministère de l'Environnement.	
	Agences Etatiques chargées de la gestion de l'eau (States Agencies in charge of water resources)	Assurent la fourniture de l'eau potable
	Collectivités locales (Local Authorities)	Assurent le développement de l'agriculture et des ressources naturelles
TCHAD	Ministère de l'Environnement et de l'Agriculture	Assure l'exécution de la politique du gouvernement, en matière d'environnement et des ressources halieutiques
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Elevage	Assure la coordination, l'animation, la conception, la mise en œuvre et le suivi de la politique en matière de développement pastoral et des productions animales et en matière de planification et de renforcement des capacités ;
		Assure la formulation et la mise en œuvre des politiques et des stratégies, en rapport avec les installations hydro agricoles, et la construction des infrastructures connexes
	Haut Comité National chargé de l'Environnement (HCNE)	Assure la durabilité de l'environnement pour tous les problèmes de développement, y compris ceux en rapport avec le secteur de l'eau.
RCA	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Elabore et oriente de manière stratégique la politique nationale en matière d'environnement
	Ministère des Eaux et Forêts	Elabore et de mettre en œuvre la politique du Gouvernement dans le domaine des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche
	Ministère de l'Agriculture	Elabore et oriente la politique nationale en matière d'

b. Cadre politique

Dans chacun des quatre pays membres de la CBLT, il existe des politiques et des stratégies de gestion des ressources biologiques. De manière générale, ces Etats ont élaboré, adopté et documenté, chacun pour sa part, de multiples politiques et des stratégies nationales de gestion des ressources biologiques. Au regard de ce qui précède, l'élaboration du présent PARB s'appuie sur le cadre politique du :

- ▶ •Sommet des Chefs d'États, l'organe politique chargé d'élaboration des politiques et les orientations stratégiques ;
- ▶ Conseil des ministres, l'organe technique constitué des spécialistes de chaque État membre. Il est chargé de l'harmonisation de la gestion des ressources du bassin, de la mise en œuvre des recommandations de la CBLT dans les institutions des États membres et de la conception des documents techniques pour les réunions du Conseil des commissaires ;
- ▶ Secrétariat exécutif, l'organe exécutif dont les missions essentielles sont de s'assurer de l'application des principes définis dans la Convention et de la mise en œuvre des missions et visions de la commission.

c. Cadre juridique

Le dispositif juridique pris par chaque Etat membre pour la gestion et la protection des ressources biologiques regroupe des textes nationaux et des accords bilatéraux et multilatéraux de gestion durable des ressources biologiques. Depuis l'entrée en vigueur de la CCD, la CDB et la CCNCC, les reformes de plusieurs textes et l'élaboration de nouveaux textes avec l'implication de tous les acteurs concernés, en tenant compte du contexte environnemental mondial, constituent les faits marquants au cours des dix dernières années. L'adoption par les Etats membres des nouvelles lois sur la gestion des ressources biologiques, constitue des illustrations, et permet une meilleure responsabilisation des parties prenantes dans la gestion de leurs ressources.

d. Cadre réglementaire

Le cadre réglementaire qui encadre le présent PARB trouve son ancrage principal dans :

- ▶ la Convention du 22 mai 1964 (Convention de Fort-Lamy), composée de huit articles qui définissent le mandat de la commission et le statut qui définit son rôle comme un organe de coordination des activités liées à l'eau (eaux de surface et aquifères) du bassin ;
- ▶ l'Accord de Moundou relatif au prélèvement d'eau dans le Logone pour des fins agricoles, signé entre le Cameroun et le Tchad en 1970 ;
- ▶ l'Accord d'Enugu portant réglementation commune sur la faune et la flore, signé en 1977 ;
- ▶ Le Protocole d'accords concernant les aménagements hydrauliques entre le Cameroun et le Tchad, mis en place le 20 août 1970 ;
- ▶ L'adoption de la Charte de l'eau en 2012, à N'Djamena.
- ▶ Le Cadre stratégique transfrontalier de Réduction des Risques de Catastrophe et Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du Lac Tchad (2021) ;
- ▶ La Stratégie d'adaptation au changement climatique (2019)
- ▶ La Stratégie régionale de stabilisation (2018)
- ▶ Le Schéma Directeur de lutte contre l'ensablement et l'érosion hydrique (2014)
- ▶ La Stratégie d'approvisionnement en bois-énergie des grandes villes (2017)
- ▶ Le Plan d'aménagement des aires pastorales (2013)
- ▶ Le Plan de gestion des pêcheries du lac Tchad (2015)

4.3. Principes de mise en œuvre

Les Etats Parties, dans la mise en oeuvre du présent PARB, se conforment aux principes fondamentaux suivants :

- ▶ le principe du développement durable: la gestion du Bassin doit permettre de satisfaire les besoins des générations actuelles sans compromettre ceux des générations à venir, en conciliant les exigences du développement économique, de la protection de l'environnement et du développement social ;

- ▶ le principe de prévention: il est nécessaire d'analyser et d'évaluer les effets négatifs qu'un programme ou projet envisagé pourrait avoir sur l'environnement et la santé humaine et de concevoir les mesures appropriées pour éliminer, du moins atténuer, les effets négatifs envisagés ;
- ▶ le principe préleveur-payeur: les usages non domestiques des ressources naturelles donnent lieu au paiement d'une redevance destinée à contribuer au financement des services liés aux ressources naturelles ;
- ▶ les Etats membres utilisent, sur leur territoire respectif, les ressources naturelles, de manière équitable et raisonnable afin d'en tirer les avantages optimaux et durables compatibles avec les intérêts légitimes de chaque Etat du Bassin et la protection du Lac Tchad.
- ▶ The principle of prevention: it is necessary to analyse and evaluate the negative effects that a planned programme or project could have on the environment and human health and to design appropriate measures to eliminate, or at least mitigate, the negative effects envisaged;
- ▶ The 'user pays' principle: non-domestic uses of natural resources give rise to the payment of a charge to help finance the natural resource services;
- ▶ The Member States shall use, on their respective territories, natural resources in an equitable and reasonable manner in order to obtain optimal and sustainable benefits compatible with the legitimate interests of each Basin State and the protection of the Lake Chad.

4.4. Plan de renforcement des capacités

Les conclusions des études réalisées lors du processus d'élaboration du PARB ont renforcé le bien-fondé de la conception et de la mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités. Dans le domaine de la promotion de la biodiversité, l'objectif général de ce programme est de renforcer les capacités des acteurs à travers la promotion des "savoir-faire" régionaux, nationaux et locaux. En matière de coordination et d'harmonisation des activités de mise en œuvre du PARB, il est préconisé des mesures de renforcement des structures existantes, notamment les structures étatiques, les ONG, les Associations et le secteur privé. L'évaluation des besoins en renforcement des capacités sont donnés dans le tableau ci-dessous:

Tableau 6 : Domaines, faiblesses et besoins en renforcement des capacités

Domaines	Faiblesses	Besoins Prioritaires	Responsable
Au plan juridique	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Manque des textes complémentaires et leurs textes d'application ; ▶ Faible connaissance des textes déjà adoptés ; ▶ Faible application des textes législatifs et réglementaires. ▶ Texte juridique a caractere sous régional 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer les capacités des responsables concernés pour la reforme des textes et les stratégies de leur application au niveau des Etats 	Etat +CBLT
Au plan institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Faible capacité des services déconcentrés ▶ Faible synergie entre les institutions en charge des questions liées à la biodiversité dans le bassin ; ▶ Faible capacité des élus dans la mise en œuvre des politiques relatives à la biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer les capacités des responsables des services déconcentrés pour une bonne mise en œuvre et suivi du PARB au niveau national et local ▶ Renforcer la synergie entre les différentes institutions en charge de la biodiversité dans le bassin ; ▶ Renforcer les capacités des élus des pour la mise en œuvre des activités liées à la biodiversité 	State +LCBC
Au plan Organisationnel	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Faible connaissance des acteurs locaux du processus de dégradation des terres et de l'état des ressources biologiques ; ▶ Faible synergie d'action entre les institutions de mise en œuvre, les acteurs de la société civile et le secteur privé ; ▶ Faible coordination des interventions au sein du bassin du lac Tchad 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer les connaissances des acteurs du processus de dégradation des terres et de l'état des ressources naturelles en lien avec la mise en œuvre du PARB ; ▶ Renforcer la synergie d'action entre les institutions de mise en œuvre, les acteurs de la société civile et le secteur privé ; ▶ Renforcer la coordination des interventions au sein du bassin du lac Tchad. 	Etat +CBLT
Au plan des ressources Humaines	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Faible maîtrise par les différents acteurs des techniques de négociation pour la mobilisation des ressources en faveur de la 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer les capacités des ressources humaines des Etats membres en matière de gestion durable des ressources biologiques. 	Etat +CBLT
Au plan des ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Faible maîtrise par les différents acteurs des techniques de négociation pour la mobilisation des ressources en faveur de la PARB 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer les capacités des acteurs pour la mobilisation des ressources en faveur de la mise en œuvre du PARB 	Etat +CBLT

Au plan de la formation	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Faible connaissance des techniques de lutte contre la dégradation et de la vulgarisation des méthodes participatives de conservation et d'utilisation durable des ressources naturelles des Aires Protégées ; ▶ Faible connaissance des outils de planification spatiale pour la prise de décision en matière des ressources biologiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Former les vulgarisateurs et les responsables des Aires Protégées, sur les méthodes participatives de conservation et d'utilisation durable des ressources naturelles ; ▶ Former les acteurs sur l'utilisation des outils de planification spatiale pour la prise de décision en matière des ressources biologiques. 	Etat +CBLT
Information, Education et Communication	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Manque de connaissances des experts en communication des enjeux de conservation et d'utilisation durable des ressources biologiques ; ▶ Faible implication des acteurs locaux dans le processus de communication sur les ressources biologiques ▶ Faible maîtrise des outils de communication par les acteurs locaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer les capacités des experts en communication sur les enjeux de conservation et d'utilisation durable des ressources biologiques ; ▶ Renforcement de l'implication des acteurs locaux sur les techniques de communication sur les ressources biologiques ; ▶ Renforcement des capacités des acteurs sur l'utilisation des outils de communication 	Etat +CBLT
Chefs traditionnels	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Faible connaissance des pratiques de la bonne gouvernance en matière de gestion et d'utilisation des ressources biologiques ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer les connaissances des chefs traditionnels sur les pratiques de la bonne gouvernance en matière de gestion et d'utilisation des ressources biologiques. 	Etat +CBLT
Les femmes et les jeunes	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Low involvement of women and youth in the management and utilization of biological resources. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer l'implication des femmes et les jeunes dans la gestion et l'utilisation des ressources biologiques 	Etat +CBLT
Les peuples autochtones et communautés locales	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Faibles capacités des autochtones sur la gestion et la protection des ressources biologiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Renforcer les capacités des des autochtones sur la gestion et la protection des ressource biologiques 	Etat +CBLT

4.5. Stratégie de communication et de sensibilisation

La phase initiale du projet amélioration de la gestion du bassin du lac Tchad, ainsi que les efforts initiaux dans chacun des Etats membres, étaient axés, dans une large mesure, sur la sensibilisation des décideurs, des parties prenantes, sur l'importance économique des écosystèmes du bassin, ainsi que sur la nécessité d'une collaboration transfrontalière en matière d'efforts pour la protection, la conservation et la gestion durable des ressources biologiques.

En appui des actions en cours, une stratégie efficace de communication et de sensibilisation est nécessaire pour accompagner la mise en œuvre du PARB, ce qui permettra une forte mobilisation des parties prenantes.

In order to ensure the RBAP sustainability, it is essential to identify and complement the technical capacity building requirements with a series of awareness raising and communication campaigns around the RBAP at all levels, on all aspects, and of all relevant Target Groups, in accordance with the capacity needs assessment. In this context, particular attention should be paid to the development of a communication and awareness raising strategy.

En vue d'assurer la viabilité du PARB, il est essentiel d'identifier et de compléter les exigences de renforcement des capacités techniques avec des séries des campagnes de sensibilisation et de communication autour du PARB à tous les niveaux, sur tous les aspects, et de tous les groupes cibles concernés, conformément à l'évaluation des besoins en capacités. C'est dans cette dynamique qu'une attention particulière devra être accordée à la mise place d'une stratégie de communication et de sensibilisation.

Le tableau ci-dessous, présente les activités essentielles de la communication et de la sensibilisation.

Tableau 7 : Synthèse des activités de communication et de sensibilisation du PARB.

PRIORITY AREA 1: ENHANCEMENT OF THE SUSTAINABLE MANAGEMENT OF BIOLOGICAL RESOURCES							
Objectif	Activité	Périodes en année					Responsable
		1	2	3	4	5	CBLT
Objective: To raise awareness among all national stakeholders, as well as international partners, on the importance of the LCB ecosystems and the RBAP objectives, strategies and plans	Evaluer les besoins en communication aux niveaux local, national et régional des Etats membres.						CBLT
	Élaborer et mettre en œuvre un programme global de communication, de sensibilisation et la diffusion de l'information, aux niveaux local, national, régional et international.						CBLT
	Elaborer et vulgariser les différents outils de communication et de sensibilisation sur le PARB						CBLT
	Établir de partenariats avec les médias nationaux et internationaux pour la diffusion de l'information sur le BLT et le PARB.						CBLT
	Mobiliser les ONG nationales pour des campagnes de sensibilisation et de communication autour de la biodiversité dans le BLT, pour une adhésion massive des parties prenantes issues des Etats membres.						CBLT
	Organiser périodiquement des rencontres d'échanges et de sensibilisation avec les élus des Etats membres						CBLT
	Former les communicateurs des Etats membres de la BLT sur les enjeux de la gestion des ressources du bassin et du PARB						CBLT
	Mettre en place réseau de presse spécialisée, pour le Bassin du lac Tchad, et pour encourager les médias à participer à la diffusion des informations.						CBLT
	Instituer des festivals de film documentaire, en même temps que le forum des O.N.G., sur l'écologie pour souligner les liens entre le comportement humain et les fonctions des écosystèmes en general et ceux du BLT en particulier.						CBLT
	Instituer "la Journée du Lac Tchad" et stimuler une prise de conscience particulière pour des groupes Cibles spécifiques.						CBLT
	Créer un magazine pour vulgariser les informations sur le BLT et sur PARB						CBLT
	Organiser des reunions annuelles de suivi et d'ealuation des activites de communication et de sensibilisation						CBLT

4.6. Suivi et évaluation du PARB

En plus du rôle de coordination et de la mise en œuvre du PARB, la CBLT est aussi responsable du suivi et de l'évaluation périodique du PARB.

En effet, le suivi-évaluation suppose une définition d'indicateurs propres au PARB qui permet de mobiliser des ressources importantes en fonction des besoins et moyens humains et financiers pour la collecte de données dans l'unique but de renseigner les indicateurs retenus. Par conséquent, il a été retenu le principe d'utiliser, dans la mesure du possible, des indicateurs pour lesquels des dispositifs existent déjà pour rendre compte des progrès réalisés.

A cet effet, la CBLT aura à collaborer avec les Etats-membres qui fourniront périodiquement les informations pour renseigner lesdits indicateurs de manière désagrégées à l'échelle des unités territoriales dans les portions nationales du bassin (Etats pour le Nigeria, Régions pour le Cameroun et le Niger, Provinces pour le Tchad et Préfectures pour la RCA).

4.7. Indicateurs de performance et moyens de vérification

Tableau 8 : Axes, Cibles, indicaturs et moyens de vérification

AXE 1. AMÉLIORATION DE LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES BIOLOGIQUE		
Cibles	Indicateurs	Moyens De Verification
Cible 1.1. Promouvoir la politique de gestion (Durable) des ressources biologiques du bassin.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre d'Etat ayant élaboré ou disposant d'un cadre politique de restauration de la biodiversité ; ▶ Nombre d'Etats ayant élaboré ou disposant d'une stratégie d'intégration de la biodiversité dans leurs politiques du développement ; ▶ Nombre des Etats ayant révisé ou élaborer leur cadre légal et institutionnel sur les ressources naturelles. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
Cible 1.2. Inciter les Etats membres à développer et renforcer leurs politiques en matière de valorisation et d'utilisation durable des ressources biologiques du bassin.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre d'Etats ayant élaboré ou révisée leur SPANB ; ▶ Nombre d'activités organisées avec les OSC sur la valorisation des ressources biologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
Cible 1.3. Impliquer toutes les parties prenantes dans la prise de décision sur l'amélioration de la gestion durable des ressources biologiques du bassin.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activités de renforcement des capacités des acteurs nationaux sur la gestion durable des ressources biologiques ; ▶ Compte rendu/Rapport/Procès-verbal de mise en place d'un réseau d'acteurs nationaux sur la gestion des ressources biologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
Cible 1.4. Capitaliser les expériences pertinentes et les savoir-faire traditionnels pour une gestion durable des ressources biologiques du bassin	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Number of States that have organised at least one activity to share experience and traditional know-how for the sustainable management of the basin's biological resources. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
Cible 1.5. Renforcer l'éveil politique au niveau des Etats sur la gestion des ressources biologiques	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre d'activités d'éveil politique réaliser par chaque Etat sur la gestion des ressources biologiques ▶ Nombre d'Etat ayant élaboré ou disposant plans de surveillance de l'utilisation des ressources biologiques ; ▶ Document créant le réseau des parlementaires du Bassin du Lac Tchad. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
Cible 1.6. Rendre les mesures de contrôle des ressources biologiques du bassin plus efficaces	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre de mesures prises par les Etats pour le contrôle de l'utilisation des ressources biologiques ; ▶ Nombre d'Etats ayant formée des agents dans le cadre la surveillance des ressources en eau du Bassin du Lac Tchad. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus

Cible 1.7. Harmoniser les politiques et les stratégies en matière de gestion des ressources biologiques du bassin	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre d'Etats qui ont des politiques et stratégies de gestion des ressources biologiques bien harmonisées ; ▶ Document de stratégie et de de politique commune pour la gestion des ressources biologiques du bassin. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
Cible 1.8. Promouvoir l'utilisation et la gestion durable des écosystèmes du bassin	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre d'Etat ayant réhabilité les corridors et les zones tampons illégalement appropriées ; ▶ Nombre de programmes pilotes pour la conservation e la gestion durable des zones humides développés dans la BLT ; ▶ Nombre de projets de restauration des écosystèmes et des terres dégradés du BLT ; ▶ Nombre de projets pilotes d'écotourismes développés dans le BLT. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
Cible 1.9. Renforcement des capacités des parties prenantes sur la gestion des ressources biologiques	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre de programme de sensibilisation et d'éducation sur la gestion durable des ressources biologiques réalisés ; ▶ Nombre d'initiatives de renforcement des capacités sur la gestion durable des ressources biologiques disponibles. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
AXE.2. AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES ET DU SUIVI DE LA BIODIVERSITÉ DANS LE BLT		
Cible 2.1. Améliorer les connaissances sur la biodiversité dans le bassin	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'évaluation périodique de l'état de lieux ; ▶ Rapports des inventaires et suivi écologiques ; ▶ Existence d'une base de données sur les ressources biologiques du bassin. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
Cible 2.2. Assurer le suivi efficace de la biodiversité dans le bassin	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'évaluation périodique du niveau de dégradation des ressources biologiques du bassin ; ▶ Rapport des missions de de suivi et de collecte des informations sur la biodiversité ; ▶ Nombre de rencontre de partage et diffusions des résultats du suivi de la biodiversité du bassin ; ▶ Rapport de mise en œuvre du PARB au niveau de chaque État ; ▶ Nombre de groupement communautaires impliqués dans le suivi de la biodiversité du BLT ; ▶ Rapport des rencontres entre les parties prenantes. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
AXE 3. UTILISATION DURABLE ET PARTAGE ÉQUITABLE DES BÉNÉFICES ISSUS DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES ET GÉNÉTIQUES		
Cible 3.1. Renforcer le développement des chaînes de valeurs des ressources biologiques et génétiques du bassin	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre d'Etats ayant ratifié le Protocole de Nagoya sur APA ; disposant d'une stratégie sur APA ; et disposant d'un cadre réglementaire sur l'accès et le partage des avantages issues de l'exploitation des ressources génétiques ; ▶ Rapport sur les initiatives de valorisation des savoirs traditionnels associés aux ressources biologiques et génétiques dans le BLT ; ▶ Nombre des chaînes de valeurs basées sur les ressources biologiques du BLT développés ; ▶ Nombre de permis d'exploitation des PFNL octroyés. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
Cible 3.2. Renforcer les activités socio-économiques des communautés locales en tenant compte de l'aspect genre	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre d'initiatives génératrices de revenus ciblant les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables créés ; ▶ Nombre de petits producteurs former dans le domaine de la production vivrière durable ; ▶ Nombre d'innovations agro-pastorales durables créés ; ▶ Nombre de mécanismes en matière d'activités génératrices des revenus durables créés. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
Cible 3.3. Appuyer et accompagner les peuples autochtones et communautés locales dans la création des activités alternatives pour réduire les pressions sur les ressources biologiques du bassin	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre d'activités dans le domaine des énergies renouvelables promues ; ▶ Nombre d'activités dans le domaine de l'aquaculture, compostage et de cultures fourragère promues ; ▶ Niveau de pollution des écosystèmes du bassin et nombre d'activités de recyclage des déchets créés. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus

Cible 3.4. Appuyer et renforcer les capacités des producteurs agricoles et les filières associées dans l'utilisation des techniques de production saines en lien avec la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la biosécurité	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre de formations organisées à l'endroit des producteurs agropastoraux sur l'utilisation des intrants bio ; ▶ Nombre de formations organisées à l'endroit des producteurs agropastoraux sur la prévention des risques biotechnologiques ; ▶ Nombre d'Etats ayant élaborer ou disposant d'instruments juridiques relatifs à la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la biosécurité ; ▶ Accord de création d'un laboratoire agréé de biotechnologie dans le Bassin. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
Cible 3.5. Promouvoir la gouvernance locale des ressources biologiques du bassin	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre de groupements formés dans le domaine de la gouvernance des ressources biologiques ; ▶ Nombre de pays disposant d'une stratégie de lutte contre désertification et nombre d'initiatives de lutte contre la dégradation des terres créées ; ▶ Nombre de leaders communautaires par Etat, impliqués dans les instances de prise de décision en matière de gestion durable des ressources biologiques ; ▶ Nombre de pays disposant de Plans de Développement Régionaux/ ou Provinciaux/Communaux intégrant la gestion des ressources biologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
Target 3.6. Accroître la participation du public dans la gestion durable des ressources biologiques du bassin	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre micro-projets à base communautaire sur la gestion et utilisation durable des ressources biologiques dans le bassin implémenté ; ▶ Rapport de réunion préparatoire de la création du programme « Amis du Bassin Lac Tchad. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus
Target 3.7. Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables au sein des communautés	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nombre d'initiatives de valorisation des ressources locales créer pour la production d'énergie renouvelable et nombre de groupement communautaires formés sur l'utilisation des énergies renouvelables ; ▶ Pourcentage de la population rurale ayant accès aux et utilisent effectivement les équipements d'énergies renouvelables dans le bassin. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rapport d'activité ▶ Comptes rendus

4.8 Stratégie et outils de rapportage

La stratégie sera basée sur un système simple qui consistera à collecter les données souhaitées, à partir de différentes sources, les organiser et les présenter de telle manière qu'elles soient facilement lisibles et interprétables.

Dans le cadre de mise en œuvre du PARB, deux (02) possibilités de rapportage sont proposés :

1. Première possibilité : Un système de rapportage en ligne qui permet aux Etats membres de fournir les informations dans le cadre de la mise en œuvre du PARB. A cet effet, la CBLT devra développer une application qui permettra aux Etats de renseigner les informations en ligne.
2. Deuxième possibilité : Un système standard de rapportage, qui permet aux Etats membres de renseigner, sur la base d'un modèle de rapport fourni par la CBLT.

05 Plan de Mobilisation des Ressources Pour La Mise En Œuvre du PARB

Pour un montant total de 512 976 076 USD, plusieurs sources de mobilisation des moyens peuvent être explorées collectivement et indépendamment par les Etats membres, la CBLT et les partenaires internationaux :

1. On pourrait formuler un autre projet GEF qui viserait à mettre en oeuvre quelques axes du PARB, sous la gestion directe de la CBLT. Cette approche dépend du succès de la vision de la CBLT et doit s'assurer que la CBLT a la capacité de gérer des nouveaux projets GEF.
2. Une conférence de donateurs peut être tenue. Comme prélude à un tel événement, un plan d'investissement détaillé devra être élaboré, définissant des activités spécifiques et les coûts pour réaliser les objectifs identifiés dans le PARB. Les partenaires potentiels identifiés sont : Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), Programme des Nations Unies pour Développement (PNUD),

Banque Mondiale (BM), Banque Africaine pour le Développement (BAD), Banque Islamique de Développement (BID), GIZ, Union Européenne, (UE), Agence Française de Développement (AFD), Agence Américaine d'Aide au Développement (USAID) etc

3. Les Etats membres devront résoudre les problèmes de financement de la CBLT, soit par une augmentation des contributions nationales ou soit par l'intermédiaire des mécanismes de bailleurs bilatéraux.

Les institutions financières internationales doivent être approchées pour des prêts avec l'implication totale des institutions techniques environnementales, des autorités financières, économiques et de planification et ce, afin de s'assurer que les demandes des prêts remplissent bien les critères financiers requis et sont garanties par les pays membres. D'autres initiatives pour mobiliser les ressources internationales et régionales, tel que le développement du partenariat stratégique sud-sud pourraient être explorées.

Une grande priorité devrait également être accordée aux décisions et initiatives politiques nationales et régionales soutenues, y compris des accords et des protocoles d'accord régionaux qui contribueraient à la création d'un environnement favorisant l'exécution d'autres mesures, telles que les activités d'investissement et des initiatives de sensibilisation sur les questions environnementales. Les mesures économiques et les budgets, et le partenariat avec le secteur privé pour la protection de l'environnement devraient être encouragés dans toute la région.

06 Suivi Institutionnel au Niveau des Etats Membres et Rapportage

Au niveau sous régional, le suivi institutionnel de la mise en œuvre du PARB sera assuré par la CBLT, à travers les points focaux CBLT des Etats membres et les ministères en charge de la gestion des ressources naturelle. Les missions de surveillance devront faire remonter de façon périodique les informations issues de leurs contrôles à la CBLT.

Le second niveau de suivi est externe. Il est réalisé par un cabinet de surveillance identifié par la CBLT. Le cabinet travaille dans les cinq Etats membres de la CBLT pour remonter les informations. Ce suivi sert à vérifier la qualité de la mise en œuvre du PARB au niveau régional. Les rapports du cabinet sont transmis à la CBLT.

ANNEXES

Tableau 9 : Plan d'action détaillé avec budget par activité

AXE 1. AMÉLIORATION DE LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES BIOLOGIQUE							
Cibles	Activités	A1	A2	A3	A4	A5	Budget (USD)
Cible 1.1. Promouvoir la politique de gestion (Durable) des ressources biologiques du bassin.	Appuyer la mise en place d'un cadre politique de restauration de la biodiversité dans le bassin						5,902,000
	Appuyer la prise en compte des enjeux de biodiversité en lien avec le Cadre Mondial de la biodiversité de Kuming-Montréal et les stratégies nationales de développement						9,554,000
	Appuyer la révision du cadre légal et institutionnel et les réformes politiques en faveur de la gestion des ressources biologiques dans les Etats membres en lien avec le Cadre Mondial de la biodiversité de Kuming-Montréal						7,928,000
Cible 1.2. Encourage Member States to develop and strengthen their policies for the enhancement and sustainable use of the basin's biological resources.	Appuyer les Etats membres à mettre en place des systèmes ou des programmes de suivi et de surveillance efficaces et efficients de l'utilisation durable des ressources naturelles du Lac Tchad						12,525,000
	Appuyer, au niveau de chaque Etat membre la mise en place d'une plateforme d'échange de la société civile sur les questions touchant la valorisation et l'utilisation durable des ressources biologiques du bassin						7,930,000
Cible 1.3. Involve all stakeholders in decision-making on improving the sustainable management of the basin's biological resources.	Mettre en place un programme de sensibilisation et de renforcement des capacités des élus, des autorités administratives, des peuples autochtones et communautés locales, des jeunes, les femmes sur l'amélioration de la gestion durable des ressources biologiques du bassin						11,451,000
	Mettre en place un réseau de communes pour accroître la participation des élus locaux dans la mise en application des politiques sur l'amélioration de la gestion des ressources biologiques du bassin						6,466,000
Cible 1.4. Capitalise on relevant experience and traditional know-how for the sustainable management of the basin's biological resources.	Créer un cadre de concertation au niveau national en vue de partager les expériences et les bonnes pratiques au niveau régional sur la gestion des ressources biologiques du bassin						9,403,000
Cible 1.5. Strengthen policy awareness at State level on the management of biological resources	Renforcer le dialogue entre les Etats membres sur les questions de gestion des ressources biologiques du bassin du Lac Tchad						5,655,000
	Appuyer la mise en œuvre des plans d'action pour optimiser les efforts de surveillance de l'utilisation des ressources aux niveaux national et régional						4,910,000
	Redynamiser le réseau des parlementaires du Bassin du Lac Tchad pour mener un lobbying et plaidoyer permanent auprès des décideurs politiques sur la prise en compte de la biodiversité dans l'allocation des ressources budgétaires au niveau national						5,226,000
Cible 1.6. Make more effective measures to control the basin's biological resources	Appuyer l'application des mesures de contrôle de l'utilisation des ressources biologiques du Lac Tchad						5,480,000
	Renforcer la surveillance des niveaux d'eau du Lac Tchad et de ses tributaires afin de garantir les débits écologiques dans le bassin						5,469,00
Cible 1.7. Harmonise policies and strategies for the management of the basin's biological resources	Mener des études pour évaluer le niveau de convergence des politiques et stratégies de gestion des ressources biologiques des pays membres du bassin						5,525,000
	Élaborer un document de stratégie et de politique commune pour la gestion des ressources biologiques du bassin						5,823,000

AXE 1. AMÉLIORATION DE LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES BIOLOGIQUE							
Cible 1.8. Promote the sustainable use and management of the basin's ecosystems	Développer et mettre en œuvre un programme de réhabilitation des corridors des zones-tampons et des portions des terres appropriées illégalement						5,065,000
	Développer des programmes pilotes pour la conservation et la gestion durable des zones humides						5,067,000
	Promouvoir les activités de restauration des écosystèmes et des terres dégradées du bassin						5,877,000
	Elaborer des projets pilotes d'écotourisme basés sur les modèles existants et réussis sous d'autres pays						6,000,000
Cible 1.9. Capacity-building of stakeholders on the management of biological resources	Développer et mettre en œuvre les programmes de sensibilisation et d'éducation sur la gestion durable des ressources biologiques et des services écosystémiques du bassin						6,425,000
	Développés les initiatives de renforcement des capacités sur la gestion durable des ressources biologiques et des services écosystémiques du bassin						4,942,000
TOTAL PRIORITY AREA 1							142,623,000

AXE.2. AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES ET DU SUIVI DE LA BIODIVERSITÉ DANS LE BLT							
Cible 2.1. Améliorer les connaissances sur la biodiversité dans le bassin	Réaliser l'état de lieux de la biodiversité du bassin et l'évaluation périodique et systématique des acteurs d'intervention						1,859,000
	Réaliser des inventaires périodiques et suivi écologique des ressources biologiques du bassin ;						2,675,000
	Mettre en place un système de base des données solide sur les ressources biologiques du bassin pour une meilleure planification						4,450,000
Cible 2.2. Ensure effective monitoring of biodiversity in the basin	Evaluer périodiquement le niveau de dégradation des ressources biologiques du bassin						1,602,000
	Mettre en place un système de suivi, de collecte et de gestion des informations sur la biodiversité						3,635,000
	Promouvoir le partage et la diffusion des résultats du suivi de la biodiversité dans le bassin						2,660,000
	Promouvoir les bonnes pratiques de suivi géré par les communautés bénéficiaires						2,225,000
	Evaluer le niveau de mise en œuvre du PARB par les Etats membres						3,580,000
	Engager le dialogue avec les parties prenantes sur les résultats de l'analyse de l'évaluation de la biodiversité et la mise en œuvre du PARB, et formuler des recommandations						2,655,000
TOTAL AXE 2							25,341,000

AXE 3. UTILISATION DURABLE ET PARTAGE ÉQUITABLE DES BÉNÉFICES ISSUS DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES							
Cible 3.1. Renforcer le développement des chaînes de valeurs des ressources biologiques et génétiques du bassin	Renforcer les capacités des groupes communautaires sur le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages issues de l'exploitation des ressources génétiques (APA)						15,573,000
	Evaluer et valoriser les savoirs traditionnels associés aux ressources biologiques et génétiques						12,083,829
	Développer les chaînes de valeurs basées sur les ressources biologiques du BLT						12,703,000
	Accompagner et appuyer les Etats membres à développer les instruments juridiques relatifs à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya						5,678,000
	Opérationnaliser le processus d'obtention des permis d'exploitation des PFNL dans les Etats du BLT						6,490,000

AXE 3. UTILISATION DURABLE ET PARTAGE ÉQUITABLE DES BÉNÉFICES ISSUS DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES						
Cible 3.2 : Renforcer les activités socio-économiques des communautés locales en tenant compte de l'aspect genre	Mettre en place les initiatives génératrices des revenus ciblant les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables ;					10,638,800
	Appuyer les petits producteurs dans les domaines de production vivrière et des petits bétails					12,796,343
	Créer des innovations agro-pastorales durables à l'endroit des populations autochtones et locales					12,825,219
	Créer les mécanismes autochtones en matière d'activités génératrices des revenus (AGR) en lien avec la protection des ressources biologiques					7,107,676
Cible 3.3: Appuyer et accompagner les peuples autochtones et communautés locales dans la création des activités alternatives pour réduire les pressions sur les ressources biologiques du bassin	Promouvoir les activités dans le domaine des énergies renouvelables					12,390,133
	Promouvoir les activités dans le domaine de l'aquaculture, de compostage et de cultures fourragères					27,798,000
	Inciter les communautés à promouvoir des actions de recyclage des déchets pour contribuer à l'assainissement des écosystèmes du bassin					10,782,000
Cible 3.4: Appuyer et renforcer les capacités des producteurs agricoles et les filières associées dans l'utilisation des techniques de production saines en lien avec la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la biosécurité	Appuyer et encourager les producteurs agropastoraux dans l'utilisation des intrants bio dans leur chaîne de production					9,261,000
	Renforcer les capacités des parties prenantes sur le Protocole de Cartagena et ses modalités de mise en œuvre					15,573,000
	Accompagner et appuyer les Etats membres pour développer des instruments juridiques relatifs à la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la biosécurité					7,758,000
	Mettre en place un laboratoire agrégé de biotechnologie qui tient compte de la biosécurité au niveau du bassin					4,652,000
Cible 3.5 : Promouvoir la gouvernance locale des ressources biologiques du bassin	Renforcer les capacités des populations locales en matière de gouvernance des ressources biologiques					2,458,000
	Renforcer les connaissances des acteurs locaux sur le processus de dégradation des terres en vue d'une utilisation rationnelles des ressources biologique du bassin					3,540,000
	Impliquer les leaders communautaires dans les instances de prise de décision en matière de gestion durable des ressources biologiques du bassin					1,758,000
	Appuyer la prise en compte les questions de gestion durable des ressources dans le processus d'élaboration ou d'actualisation des Plans de Développement Régionaux/ ou Provinciaux/Communaux					5,058,000
Cible 3.6: Accroître la participation du public dans la gestion durable des ressources biologiques du bassin	Appuyer les micro-projets à base communautaire sur la gestion et utilisation durable des ressources biologiques dans le bassin					6,758,000
	Mettre sur pied un programme des « Amis du Bassin Lac Tchad » dans l'objectif d'organiser une compétition annuelle sur les bonnes pratiques en matière de gestion durable des ressources biologiques du bassin					5,900,000
Cible 3.7 : Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables au sein des communautés	Renforcer les capacités des communautés locales sur l'utilisation des énergies renouvelables					8,233,000
	Appuyer les communautés locales en vue de l'accès aux équipements sur les énergies renouvelables dans le bassin					6,858,000
TOTAL AXE 3						224, 673,000
TOTAL GÉNÉRAL (Total Axe 1 + Total Axe 2 + Total Axe 3)						392, 637,000

Tableau 10 : Récapitulatif des coûts de mise en œuvre du PARB 2023-2028

AXES D'INTERVENTION	MONTANT	%
Axe 1 : amélioration de la gestion durable des ressources biologique	142 623 000	36.30%
Axe 2 : amélioration des connaissances et du suivi de la biodiversité dans le blt	25 341 000	6.50%
Axe 3 : utilisation durable et partage équitable des bénéfices issus de l'exploitation des ressources génétiques	224 673 000	57.20%
TOTAL 2023-2028	392 637 000	100%



REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ▶ De Wasseige C., Devers D., De Marcken P., Eba'a Atyi R. & Mayaux P.-H., (2009) : Les forêts du bassin du Congo – Etat des forêts 2008. Office des publications de l'UE, 13 p.
- ▶ L'Union européenne, Audit Environnemental Conjoint sur l'Assèchement du Lac Tchad, 2015.
- ▶ UICN, Bassin du Lac Tchad Programme Afrique Centrale et Occidentale Leçons apprises des expériences pilotes de gestion durable des ressources naturelles, 2008.
- ▶ B. NGOUNOU NGATCHA, J. LEMOALLE, Variabilité des paysages et de la biodiversité du Petit lac Tchad, 2014.
- ▶ Ministère de l'environnement et des ressources halieutiques du Tchad, 5ème Rapport National sur la Biodiversité, 2014.
- ▶ Rapport de la consultation régionale sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 pour l'Afrique, Addis-Abeba, 2-5 avril 2019.
- ▶ Ministère de l'environnement et de la pêche, l'état de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture en TCHAD.
- ▶ UNEF, L'intégration de la biodiversité et du développement, 2010.
- ▶ Le bassin du Tchad, une source de vie pour l'homme, la nature et la paix, 2019.
- ▶ BALARABE M.L., 2005 – Biodiversity study in the Nigerian sector of the Lake Chad basin, Final report. Lake Chad Basin GEF Project RAF/00/G31/P070252.
- ▶ CARMOUZE J-P., DURAND J-R., LÉVÊQUE C. (eds), 1983 – Lake Chad. Ecology and productivity of a shallow tropical ecosystem. Monographiae Biologica 53, La Haye, W. Junk : 575 p.
- ▶ CITES (La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction), 2013 – [en ligne] Disponible sur <http://www.cites.org/fra/disc/species.php> (consulté le 15.10.2013).
- ▶ FAO Tchad 1998 – Élaboration de la stratégie nationale et plan d'action pour la conservation de la diversité biologique. Projet CHD/96/G31/B/IG/99, 67 p multigr.
- ▶ FOTIUS G., 1974 – Problèmes posés par l'évolution de la végétation liée à la baisse du Lac Tchad. ORSTOM, N'Djaména, 30 p. multigr.
- ▶ Reconnaissance de la végétation du lac Tchad entre janvier 1974 et juin 1976. ORSTOM, N'Djaména, 13 p.
- ▶ Programme d'action stratégique (PAS) du bassin du lac tchad 2023-2037, 2022.
- ▶ Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020.
- ▶ IPBES (2019) : Rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques. E. S. Brondizio, J. Settele, S. Díaz, et H. T. Ngo (éditeurs). Secrétariat de l'IPBES, Bonn. 1,148 pages.
- ▶ N BILLON, B.; GUISCAFRE, J.; HERBAU, J.; OBERLIN, G. ORSTOM. Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer. Paris. FR. Le Bassin du fleuve Chari. Paris (FR) : Orstom, 1974.- 481 p.
- ▶ CBLT (1987). Commission du Bassin du Lac Tchad. N'Djaména. Statut du personnel et règlement financier, N'Djaména (TD) : - 31 p.
- ▶ CBLT (1990). Commission du Bassin du Lac Tchad. N'Djaména. TD Amendement du document de base de la Commission du Bassin du Lac Tchad, N'Djaména (TD). - 2 p.
- ▶ CBLT (1977). Commission du Bassin du Lac Tchad. N'Djaména. Accord de siège entre le gouvernement de la République du Tchad et la Commission du Bassin du Lac Tchad N'Djaména (TD) : CBLT, - 8 p.

- ▶ CBLT (2011). Commission du Bassin du Lac Tchad. N'Djaména. TD. Recueil des décisions des sommets des Chefs d'état et de Gouvernement de la CBLT. Volume I : - 2010. N'Djaména (TD) : CBLT. - 103 p.
- ▶ CBLT (2011). Commission du Bassin du Lac Tchad. N'Djaména. TD. Recueil des décisions des sommets des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CBLT. Volume I; N'Djaména (TD): CBLT, 1964 - 2011.- 103 p.
- ▶ CBLT. Commission du Bassin du Lac Tchad. N'Djaména. TD Document de base (révisé). Convention et statuts. Règlement intérieur N'Djaména (TD) : CBLT, 1990.- 13 p.
- ▶ DURAND, J.R. ; LEVEQUE, C. Flore et faunes aquatiques de l'Afrique Sahelo-soudanienne. Paris (FR) : Orstom, 1980-1981.- 2 tomes, 873 p.
- ▶ DONGOMBE, F.D. (1997). La problématique de l'intégration de la République Centrafricaine à la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT). Université de Bangui, - 62 p.
- ▶ Ministère de la Coopération. Paris. FR; ORSTOM. Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer. Paris. FR. Etude des potentialités du bassin conventionnel du lac Tchad : pédologie. Paris (FR) : Orstom, 1979.- 238 p.
- ▶ PIAS, J. Carte pédologique du Tchad à 1/1 000 000 : notice explicative. Volume 1 Centre de Fort-Lamy (TD) : Orstom, 1970.- 197 p.